

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

**Eco**

Mardi 16 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°125 ■

FORUM D'AFFAIRE ALGÉRO-ARGENTIN

## Renforcer la coopération économique

L'Algérie et l'Argentine veulent renforcer leur coopération économique. Un forum d'affaire algéro-argentin a été tenu, hier à au siège de la Chambre algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI), en présence de représentants de plusieurs départements ministériels et des opérateurs et chefs d'entreprises des deux pays.

P 3



Aéroports d'Alger  
et d'Oran  
**Plus de 1.2 million  
d'euros saisis en  
trois jours**

P 16

LE SALON DJAZAGRO  
DU 5 AU 8 JUIN À ALGER  
**Plus de 600 exposants  
attendus**

La 20ème édition du Salon professionnel de la production agroalimentaire « Djazagro » se tiendra du 5 au 8 juin prochain au Palais des expositions (Safex) à Alger, annoncent ce lundi les organisateurs dans un communiqué, précisant que plus 600 exposants de 26 pays différents y prendront part.

P 2

MINE DE ZINC À BÉJAÏA,  
AGRICULTURE...

**Les décisions du  
Président Tebboune**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, ce dimanche, une réunion du Conseil des ministres, indique un communiqué de la Présidence. Plusieurs décisions ont été prises concernant l'exploitation de la mine de Zinc et plomb de Oued Amizour (Bejaia), les fermes agricoles pilotes et le fonctionnement de l'ANADE.

P 5

ENERGIE

**Les cours de gaz en  
baisse, le pétrole  
stable**

À mesure que la température continue de grimper, le prix du gaz naturel européen continue à baisser. L'or noir reste quant à lui stable. Il fait chaud et le prix du gaz en prend un coup. Le gaz naturel européen poursuit lundi 15 mai son déclin, lesté par la hausse des températures qui détruit la demande, pendant que le pétrole reste stable, attendant la reprise des exportations de brut du Kurdistan irakien.

P 4

AL-SALAM BANK-ALGÉRIE

**Signature de deux accords de coopération avec les sociétés ICD et ITFC**

Al-Salam Bank-Algérie a signé à Djeddah (Arabie Saoudite), deux accords de coopération avec la Société Islamique pour le Développement du secteur privé (ICD), et la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC), relevant de la Banque Islamique de Développement (BID), pour l'accompagnement des entreprises algériennes en matière de financement de projets, du commerce et de l'export, a indiqué dimanche un communiqué de la Banque.

La cérémonie de signature de ces accords s'est déroulée en marge de la réunion annuelle de la BID, tenue du 11 au 13 mai, en présence du PDG d'Al-Salam Bank Algérie, Nasser Haider, et du Directeur exécutif des deux institutions, Salem Sonbol, ajoute le communiqué.

"Al-Salam Bank-Algérie, bénéficiera de l'expérience des deux institutions membres de la BID pour l'accompagnement des usagers et des entreprises algériennes souhaitant investir ou encore développer leurs projets en Algérie", conclut le communiqué.

TRANSPORT AÉRIEN

**Accord entre Air Algérie et la Mauritania Airlines**

La compagnie nationale aérienne, Air Algérie, et la compagnie aérienne mauritanienne, Mauritania Airlines International, ont signé, hier lundi, un protocole d'accord. L'accord a été signé par Yacine Benslimane, PDG d'Air Algérie, et Mohamed Ould Biyah, directeur général de la Mauritania Airlines. L'accord porte sur le domaine de la formation, de la maintenance des aéronefs et dans la coopération commerciale.

LE SALON DJAZAGRO DU 5 AU 8 JUIN À ALGER

**Plus de 600 exposants attendus**

La 20ème édition du Salon professionnel de la production agroalimentaire « Djazagro » se tiendra du 5 au 8 juin prochain au Palais des expositions (Safex) à Alger, annoncent ce lundi les organisateurs dans un communiqué, précisant que plus de 600 exposants de 26 pays différents y prendront part.

Par Slimane T

« **D**jazagro est le salon de l'industrie agroalimentaire nord-africaine le plus important pour les professionnels du secteur en Algérie », expliquent les organisateurs, et d'ajouter : « Pendant quatre jours, il offre une occasion stratégique de rencontres, d'échanges, de formations, de découvertes

des dernières innovations en termes de processus et de produits, ainsi que d'information sur l'actualité de l'écosystème. » Selon la même source : « Les principaux acteurs de l'industrie agroalimentaire en Algérie y sont présents, représentant tous les domaines de la production alimentaire, du process au conditionnement et de la boulangerie aux produits finis. » « Depuis sa création en 2003, le salon a gagné une place de choix dans le calendrier des événements professionnels attirant exposants et visiteurs, algériens et internatio-

naux », lit-on dans le communiqué, qui souligne que « le salon, qui célèbre cette année son 20e anniversaire, est devenu au fil des années un rendez-vous incontournable de l'industrie agroalimentaire en Algérie. » « Cette édition spéciale réunira plus de 600 exposants de 26 pays différents, dont 75 % d'entreprises internationales », fait-on savoir, ajoutant que « plus de 22 000 visiteurs, professionnels du secteur en Algérie, sont attendus pour découvrir les dernières tendances et innovations de l'industrie ».

CNMA

**Indemnisation de 13.000 agriculteurs en 2022**

**P**as moins de 13.000 agriculteurs ont été indemnisés par la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) en 2022, soit environ 7 milliards de DA d'indemnisations, a affirmé dimanche à Alger le Directeur général de la Caisse, Cherif Benhabib. Intervenant sur les ondes de la radio algérienne (Chaîne 3), M. Benhabib a indiqué que "13.000 agriculteurs ayant un contrat d'assurance ont été indemnisés dans les meilleurs délais en 2022", appelant à la généralisation de l'assurance agricole en Algérie.

Il a affirmé, dans le même sillage, que les délais de traitement des dossiers d'indemnisation ont été réduits afin de pouvoir répondre aux attentes des agriculteurs, en soulignant toutefois que le niveau de l'indemnisation agricole est tributaire "des primes et de la qualité de l'assurance". Interrogé sur le taux de couverture d'assurance des exploitations agricoles existantes, M. Benhabib a indiqué que la proportion se situe entre 24 et 25%, la qualifiant de "très faible". A juste titre, il a estimé nécessaire de mettre en place un dispositif des calamités agricoles et rendre l'assurance agricole "obligatoire" afin d'impliquer les agriculteurs à la gestion des risques. A une question sur "l'assurance sécheresse" qui n'est pas intégrée comme étant "calamité naturelle", M. Benhabib a expliqué qu'un

projet de dispositif des calamités intégrant la sécheresse avec un accompagnement juridique a été soumis aux autorités concernées, soulignant que ce projet soit "pris en considération dans les plus brefs délais".

Evoquant la généralisation de la culture d'assurance agricole, il a estimé nécessaire de réfléchir sur l'éventualité d'une "subvention de la prime d'assurance au profit des agriculteurs et les éleveurs, au moins pour une certaine période" afin de développer cette culture et créer une véritable dynamique dans ce domaine.

"Nous avons également préconisé la création d'une agence pour la prévention des risques agricoles qui peut jouer un rôle déterminent et être le coordinateur entre le secteur de l'Agriculture et les acteurs, que se soit des compagnies d'assurances ou des agriculteurs par le biais des conseils interprofessionnels", a-t-il soutenu.

Pour lui, une telle agence aura également pour mission "la gestion de la partie subvention, l'accompagnement des agriculteurs et la mise en place des plans nationaux d'assurances".

RE

INFRACTIONS ROUTIÈRES

**Près de 10.000 signalements par jour**

**L**es services de la Gendarmerie nationale reçoivent au quotidien près de 10.000 signalements d'infractions routières commises à l'échelle nationale, traités par une équipe spécialisée opérationnelle 24h/24h, a indiqué le chef de bureau de la communication et de coordination routière de la GN, le commandant Samir Bouchehit. Dans une déclaration à l'APS, le commandant Bouchehit a mis en exergue "l'importance particulière" accordée par le Commandement de la Gendarmerie nationale aux signalements, "notamment après la hausse du nombre d'accidents de la circulation de 30% durant le mois d'août dernier, ce qui a nécessité un renforcement de la collaboration entre les citoyens et les unités de la GN pour lutter contre le terrorisme routier".

"Le nombre de signalements enregistrés sur la page +Tariki+ du Centre d'information et de coordination routière de la GN s'élève à près de 10.000 signalements par jour, traités par une équipe spécialisée opérationnelle 24h/24h", a-t-il ajouté, précisant que ces signalements sont transmis aux unités pour prendre les mesures nécessaires, ou dans le cas échéant aux directions compétentes. Détaillant la nature de ces signalements, le commandant Bouchehit a expliqué qu'il s'agit essentiellement du non-respect du nombre de voyageurs autorisés par la loi et des conditions d'hygiène au niveau des bus, l'absence de l'entretien périodique des véhicules, les dépassements dus au cas d'urgence, à l'instar du refus de certains chauffeurs de remplacer le bus en cas de panne, notamment pour les longs trajets.

Le même responsable a également rappelé que la page "Tariki" jouait un rôle essentiel dans la prévention et la sensibilisation, outre le contrôle des contrevenants à travers la coordination entre les citoyens et les unités de la GN, permettant ainsi au citoyen d'être un partenaire important en matière de sécurité routière. Durant le premier trimestre de l'année en cours, les véhicules poids-lourd ont été à l'origine de 19,36% des accidents de la route enregistrés, faisant 65 décès et 263 blessés dans 631 accidents, a-t-il ajouté relevant que les bus ont été impliqués dans 130 accidents ayant fait 23 morts et 170 blessés. Les véhicules-légers ont été impliqués, durant la même période, dans 1851 accidents faisant 291 morts et 1672 blessés. Concernant les pelotons en charge de pourchasser les chauff-

fards au niveau des autoroutes, le commandant Bouchehit a indiqué que ces unités, créées récemment, "sont déployées actuellement à travers plusieurs wilayas et utilisent des véhicules dotés d'équipements sophistiqués pour pourchasser les contrevenants signalés". "Ces pelotons ont enregistré à ce jour des résultats positifs en matière de lutte contre les infractions routières", a-t-il assuré. Ils adoptent "l'effet de surprise, le camouflage, la vitesse d'intervention, ainsi que la flexibilité pour mettre fin à ce genre d'agissements", a-t-il précisé, affirmant que toutes ces mesures visaient à "réduire les accidents de la route et à éradiquer ces comportements qui représentent un danger pour les usagers de la route et causent de graves accidents".

RN

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Edité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

**Gérant**  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

**Siège social**  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

**Siège de la rédaction**  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

**Impression**  
Centre : SIA

**Distribution**  
Centre:  
les enjeux Eco

**PUBLICITÉ**

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité « ANEP » ALGER:  
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28  
Fax : (021) 73.95.59  
(021) 73.99.19

## FORUM D'AFFAIRE ALGÉRO-ARGENTIN

**Renforcer la coopération économique**

L'Algérie et l'Argentine veulent renforcer leur coopération économique. Un forum d'affaire algéro-argentin a été tenu, hier à au siège de la Chambre algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI), en présence de représentants de plusieurs départements ministériels et des opérateurs et chefs d'entreprises des deux pays.

Par Sirine R

**E**n effet, cette rencontre a été une occasion pour souligner l'importance de donner une nouvelle dynamique aux relations commerciales et économiques entre l'Algérie et l'Argentine et d'exploiter toutes les opportunités et capacités disponibles dans les deux pays pour accroître la valeur des échanges commerciaux.

Dans son discours à l'ouverture des travaux de ce forum d'affaires, le directeur général de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, Hocine Zaoui, a appelé à exploiter les opportunités offertes par l'Algérie afin de donner une nouvelle et forte impulsion au partenariat étranger et à la création de richesses. Il a également souligné la nécessité de suivre les perspectives de coopération et d'investissement commercial entre l'Algérie et l'Argentine et de renforcer la communication entre les opérateurs économiques des deux pays pour créer des ponts de coopération durables.

Pour sa part, le président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, Kamal Hamani, a souligné la stabilité du climat des affaires en Algérie, notamment à travers la promulgation de la nouvelle loi sur les investissements et les multiples incitations qu'elle a apportées pour renforcer le partenariat et la coopération commerciale. Il est à noter

M. Hamani a souligné que la nouvelle loi sur l'investissement vise à donner une forte impulsion à l'investissement, à la création de richesses et à la diversification de l'économie nationale. Il a également ap-



pelé les opérateurs et investisseurs algériens et argentins à renforcer la communication entre eux et à profiter des différentes opportunités offertes par les nombreux domaines de coopération entre les deux pays. Pour sa part, le directeur général du commerce extérieur au ministère du commerce et de la promotion des exportations, Samir Derradji, a appelé à développer le niveau des échanges commerciaux entre les deux pays et à accélérer la mise en place d'un conseil d'affaires algéro-argentin afin de contribuer de manière significative et efficace au renforcement du partenariat et de la coopération. Le directeur de la promotion et de l'accompagnement des échanges commerciaux économiques au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Rabah Fassih, a indiqué que l'Algérie dispose de nombreuses richesses et capacités qui lui permettent d'accéder aux marchés étrangers. Au passage, le représentant du

ministère des Affaires étrangères a évoqué le sujet de la diplomatie économique, qui vise à développer et à renforcer la coopération et le partenariat avec de nombreux pays étrangers.

Après avoir évoqué les incitations prévues par le nouveau Code de l'investissement au profit des investisseurs locaux et étrangers, M. Fassih a évoqué la mise en place, dans un futur proche, d'un conseil d'affaires algéro-argentin, qui donnerait « une nouvelle et forte impulsion à la dynamique économique entre les deux pays ». De son côté, le secrétaire général du Conseil Fédéral argentin de l'investissement, Ignacio Lamuth, a salué les relations fraternelles entre les deux pays, notant que l'organisation de ce forum est une « opportunité favorable » pour promouvoir l'investissement et la coopération. Il a également exprimé la volonté de son pays de construire des ponts de coopération économique pour créer de la richesse dans le

cadre d'un principe gagnant-gagnant, ainsi que de donner un nouveau souffle aux relations commerciales entre les deux pays.

Pour sa part, le gouverneur de la province d'Entre Ríos, Gustavo Bordat, a souligné l'importance d'organiser ce forum, qui vise avant tout à donner une forte impulsion aux relations bilatérales, notamment dans les domaines de l'industrie pharmaceutique, automobile et agroalimentaire.

En marge de cette rencontre, l'ambassadeur d'Argentine en Algérie, Mariano Simon Padros, a souligné dans des déclarations à la presse l'importance de renforcer les relations économiques entre l'Algérie et l'Argentine et de valoriser les échanges commerciaux.

Il est à noter qu'au cours de ce forum, des présentations ont été faites sur la diplomatie économique, le climat des investissements en Algérie et le commerce extérieur.

## TOURISME / ALGERIE-TUNISIE

**Signature d'un accord entre la FNHT et FTH**

Un accord de coopération et de partenariat a été conclu, avant-hier dimanche, entre la Fédération nationale de l'hôtellerie et du tourisme (FNHT) et la Fédération tunisienne de l'hôtellerie (FTH). L'accord a été signé en marge du Salon International du Tourisme et des Voyages « Cirta-Siyaha 2023 » qui se tient du 14 au 16 mai 2023 à Constantine.

La convention, signée par Abdelwahab Boulefkhad, président de la FNHT, et la présidente de la FTH Dorra Milded, vise « à œuvrer à promouvoir le tourisme en général, et l'hôtellerie, en particulier, en Tunisie et en Algérie, à travers la coordination et l'action conjointe » entre professionnels des deux pays. L'accord porte, également, sur l'échange d'expériences et d'expertises à travers la programmation de stages et sessions de formation dans les activités liées à l'hôtellerie ainsi que le développement de l'investissement commun dans ce domaine. Les deux parties ont convenu de développer la cadence de l'investissement commun dans le domaine de l'hôtellerie, eu égard à l'expérience tunisienne ancienne dans ce domaine.

## INDUSTRIE

**Le ministre portugais de l'Economie reçu par Ali Aoun**

Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, M. Ali Aoun a reçu ce lundi à Alger, le ministre portugais de l'Economie M. António Costa Silva en présence de l'ambassadeur du Portugal en Algérie M. Luis De Albuquerque Veloso. Selon un communiqué du ministère, cette rencontre qui intervient à la veille de la sixième session de l'équipe de travail pour la coopération économique entre l'Algérie et le Portugal, a permis aux deux responsables d'évaluer l'état de la coopération entre les deux pays et les voix possibles pour développer ces relations.

« Les deux parties ont renouvelé leur engagement pour renforcer le partenariat entre les deux pays notamment dans les domaines des startups, de l'économie de la connaissance, du développement des petites et moyennes entreprises, les énergies renouvelables et l'industrie pharmaceutique » explique le communiqué.

R E.

## INVESTISSEMENT DANS L'AGRICULTURE SAHARIENNE

**La plate-forme d'inscription ouverte**

**L**e ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé l'ouverture de la plateforme numérique de l'Office pour le développement de l'agriculture industrielle en terres désertiques.

Dans un communiqué, le ministère de l'Agriculture a appelé les opérateurs économiques intéressés par des investissements agricoles stratégiques au niveau des wilayas du sud dans le cadre du développement des filières stratégiques sur lequel l'Etat s'appuie pour assurer la sécurité alimentaire nationale.

Le ministère a précisé que le dernier délai est fixé au 4 juin 2023. Plus de 200 000 hectares de terres agricoles sont prêts à être prochainement distribués aux inves-

tisseurs dans les wilayas du sud du pays, a révélé, au début du mois, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni. Dans le détail, 27 622 hectares sont prêts à être attribués à Adrar, 33 114 ha à Ouargla, 20 273 ha Timimoun, 19 507 ha à Touggourt, 14 546 ha à Menea, 20 964 ha à Djanet, 71 991 à Illizi et 17 466 ha à Laghouat.

Le 7 mai, le ministère de l'Agriculture a annoncé l'affectation d'une 3e assiette foncière destinée aux investisseurs intéressés par les cultures stratégiques à travers les wilayas du sud, d'une superficie globale de 227.483 hectares. Ces assiettes foncières sont réparties sur 40 périmètres dans 8 wilayas.

Il s'agit des wilayas d'Adrar (29.622 hectares répartis sur 7 périmètres), d'Ouargla (33.114 hectares répartis sur 4 périmètres), de Timimoun (20.273 hectares répartis sur 4 périmètres) et de Touggourt avec 19.507 hectares répartis sur 5 périmètres. Une superficie de 14.546 hectares répartis sur 3 périmètres a également été affectée au profit des investisseurs dans la wilaya d'El Menia, 20.964 hectares répartis sur trois répartis sur trois zones dans la wilaya de Djanet, 71.911 à Illizi répartis sur 11 périmètres, ainsi que 17.466 hectares répartis sur 3 périmètres dans la wilaya de Laghouat.

## TRANSITION ÉCOLOGIQUE

### Le ministre de l'Énergie prendra part à la MED-ENERGY de Rome

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, est attendu en Italie. A la tête d'une forte délégation, le ministre prendra part à l'OMC-MED ENERGY à Rome, rapporte le journal électronique «la PatrieNews».

Un événement organisé en coopération avec l'Union pour la Méditerranée (UpM) et la Fondation Eni Enrico Mattei (FEEM).

Ce rendez-vous énergétique de la Méditerranée se déroulera à Ravenne du 23 au 25 mai prochain. Outre Mohamed Arkab, l'événement verra la participation des ministres italiens, Antonio Tajani, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Gilberto Pichetto Fratin, ministre de l'environnement et de la sécurité énergétique, et Adolfo Urso, ministre de du Développement économique, et le ministre chypriote des Affaires étrangères, George Papanastasiou, ainsi que les protagonistes de l'industrie de l'énergie.

Lancé en 1993, l'édition de cette année accorde une attention particulière aux enjeux de la transition énergétique. Au centre du changement de rythme se trouve la Méditerranée, qui dans le secteur de l'énergie peut devenir « un grand pont entre le Nord et le Sud du monde, un véritable laboratoire pour la création d'entreprises nouvelles et innovantes » souligne Monica Spada, présidente de l'événement.

Le programme chargé d'OMC-MED reflète cette vision. Non seulement dans les rendez-vous les plus significatifs de l'événement mais aussi dans les nombreux thèmes retenus. Projets et technologies innovantes, start-ups et jeunes chercheurs rencontreront des experts et techniciens de l'énergie.

Agence

R.E.

## ENERGIE

# Les cours de gaz en baisse, le pétrole stable

À mesure que la température continue de grimper, le prix du gaz naturel européen continue à baisser. L'or noir reste quant à lui stable.

Par R.E./Agence

Il fait chaud et le prix du gaz en prend un coup. Le gaz naturel européen poursuit lundi 15 mai son déclin, lesté par la hausse des températures qui détruit la demande, pendant que le pétrole reste stable, attendant la reprise des exportations de brut du Kurdistan irakien.

Vers 09H30 GMT (11H30 à Paris), le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, évoluait à 32,91 euros le mégawattheure (MWh), peu après avoir touché les 31,65 euros le MWh, un nouveau plus bas depuis près de deux ans. "La demande diminue à mesure que le temps se réchauffe", expliquent les analystes d'Energi Danmark, qui s'attendent à "de nouvelles pertes dans les mois à venir".

Depuis le début de l'année, le gaz naturel européen a chuté de près de 57%, mais évolue toujours à des niveaux élevés comparés aux années précédentes. En 2020, le gaz fluctuait autour des 15 euros le MWh. "Une vague de chaleur en Europe ou en Asie pourrait augmenter la demande de gaz pour (la climatisation) et modifier l'évolution", mettent-ils cependant en garde. Le marché réagissait peu lundi à un article du FT dimanche affirmant que les pays du G7 et de l'Union euro-

péenne vont interdire les importations de gaz via les gazoducs russe, citant des sources impliquées dans les négociations actuelles.

### "S'affranchir de l'énergie russe"

La Russie avait déjà interrompu l'approvisionnement en 2022, propulsant le prix du gaz naturel européen à des niveaux extrêmes, proche de son record historique de 345 euros le MWh atteint peu après le début de l'invasion russe. Si les informations du FT s'avéraient exactes, ce serait "la première fois que le commerce du gaz par gazoduc est bloqué par les puissances occidentales depuis l'invasion de l'Ukraine", notent les analystes de DNB, qui soulignent cependant qu'il s'agirait là d'une mesure "hautement symbolique".

Avant le début de la guerre en Ukraine, la Russie fournissait environ 40% des importations de gaz européennes, contre moins de 10% actuellement selon les estimations de DNB. "S'il est peu probable que ces mesures aient des effets immédiats sur les flux de gaz, elles soulignent la détermination profonde de Bruxelles à s'affranchir rapidement, mais douloureusement, de décennies de dépendance à l'égard de l'énergie russe", expliquent les analystes.

### Pétrole stable

Le pétrole restait quant à lui stable lundi, les investisseurs attendant les estimations de la

demande de l'AIE (Agence internationale de l'énergie) et une potentielle reprise des exportations de brut du Kurdistan. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, prenait 0,24%, à 74,35 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, gagnait 0,34%, à 70,28 dollars.

L'Irak attend encore un "accord final" avec la Turquie avant de pouvoir reprendre les exportations de pétrole du Kurdistan, interrompues depuis plus d'un mois, a annoncé lundi le gouvernement de la région autonome. Le gouvernement fédéral irakien avait annoncé une reprise des exportations dès le 13 mai, mais les autorités du Kurdistan autonome, dans le nord de l'Irak, ont ensuite tempéré cet optimisme.

Côté consommation, malgré "l'alarmisme qui règne", Stephen Brennock, analyste de PVM Energy note que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a maintenu ses prévisions de croissance de la demande mondiale. Les investisseurs attendent désormais les prévisions actualisées de la demande de l'AIE, qui seront publiées mardi. M. Brennock rappelle que "la situation de la demande à court terme reste positive", avec l'approche des mois d'été marqués par une forte demande saisonnière de carburant.

## PRIX À L'EXPORTATION DE MARCHANDISES EN DA

### En hausse de 71,2% en 2022

Au cours de l'année 2022, les prix à l'exportation de marchandises en DA connaissent une forte augmentation de 71,2% par rapport à l'année 2021 et les prix à l'importation de marchandises sont également caractérisés par un taux d'accroissement important de 15,5%, lit-on dans un rapport de l'Office national des statistiques (ONS).

Ces évolutions de prix et particulièrement pour les exportations s'expliquent, indique la même source, par les fortes augmentations des prix des

hydrocarbures de 75,2% en 2022, les produits hors hydrocarbures sont également caractérisés par des évolutions importantes de 40,8% sur la même période. Les prix des importations connaissent également une augmentation de 15,5% durant l'année 2022. Concernant les volumes, on enregistre une baisse de 0,8% pour les exportations et une baisse de 3,1% pour les importations en 2022 par rapport à l'année précédente. En détail, les exportations de l'année 2022 se sont élevées à

9.157,4 milliards de DA contre 5.391,9 milliards de DA durant l'année 2021 soit une hausse de 69,8% en valeurs courantes. Quant aux importations, elles se sont élevées à 5.705,3 milliards de DA pour l'année 2022 contre 5097,5 milliards de DA au cours de l'année précédente, soit une hausse en valeurs courantes de 11,9%. Ces évolutions enregistrées durant l'année 2022 ont conduit à un excédent commercial de 3.452,1 milliards de DA au cours de l'année

2022. Ainsi les données de l'année 2022 permettent de constater l'amélioration de «nos équilibres commerciaux extérieurs avec une augmentation du taux de couverture des importations par les exportations qui passe de 105,8% en 2021 à 160,5% en 2022». Les termes nets de l'échange connaissent également une nette augmentation puisqu'ils passent de 73,2% en 2021 à 108,5% en 2022.

S.R.

## IL REGROUPERA QUELQUES 650 ACTEURS ÉCONOMIQUES

### Ouverture mardi du Forum africain sur l'investissement et le commerce

La 9e édition du Forum africain sur l'investissement et le commerce, organisée par le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID), sous le thème "La porte africaine de l'Industrie, de l'Agriculture et du Commerce" se tient mardi et mercredi (16 et 17 mai) à Alger (hôtel Sheraton).

Selon le Président directeur général (PDG) du Centre, Amine Boutalbi, l'événement rassemblera plus de 650 acteurs économiques de différentes nationalités et verra la signature de 30 accords et l'organisation de plus de 400 rencontres bilatérales (B to B) entre des entreprises algériennes et étrangères dans le but de conclure des partenariats dans divers domaines et d'attirer les investissements étrangers en Algérie, "notamment dans le cadre des facilités accordées par le nouveau code de l'investissement".



Le rendez-vous économique permettra également d'associer la communauté algérienne à l'étranger à l'effort d'investissement, de diversification de l'économie nationale et de

promotion des exportations, notamment vers les pays africains, pour être au diapason de la politique économique du pays qui "s'inscrit dans le processus de promotion de l'éco-

nomie, de l'investissement et de l'exportation, en assurant tous les moyens nécessaires".

Au programme du Forum figure, selon le PDG du CAAID, le rôle de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) dans la promotion des investissements et du commerce intra-africain.

Outre des experts de plusieurs organisations et centres régionaux et internationaux, la manifestation économique connaîtra la participation de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), à laquelle l'Algérie a adhéré en tant que pays membre en juillet 2022, une banque qui "jouera un rôle de premier plan en matière de promotion des exportations entre les pays africains et d'octroi de garanties aux exportateurs pour le transfert de devises", avait déclaré M. Boutalbi à l'APS.

MINE DE ZINC À BÉJAÏA, AGRICULTURE....

# Les décisions du Président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, ce dimanche, une réunion du Conseil des ministres, indique un communiqué de la Présidence. Plusieurs décisions ont été prises concernant l'exploitation de la mine de Zinc et plomb de Oued Amizour (Bejaïa), les fermes agricoles pilotes et le fonctionnement de l'ANADE.

Par Réda Hadi

Après l'ouverture de la réunion par le président de la République, la lecture de l'ordre du jour et la présentation par le Premier ministre, du bilan d'activité du Gouvernement au cours des deux dernières semaines, le Président a donné les instructions et orientations suivantes Concernant l'exploitation de la mine de zinc et de plomb à Oued Amizour (wilaya de Béjaïa), le président Tebboune, après avoir rappelé « l'importance économique majeure dudit projet », a ordonné « de réduire tous les délais liés aux chantiers techniques secondaires pour accélérer l'entrée en exploitation de ce projet, d'autant que l'étape des régularisations administratives est dépassée »

Le Chef de l'Etat, a ordonné « adopter le système de travail en équipes 24h sur 24, pour faire avancer les travaux, au vu de l'impact positif du projet au niveau national. »

## Fermes pilotes

A propos des fermes pilotes, le président Tebboune a indiqué que « les résultats de cette conception n'ont pas été à la hauteur des attentes de l'Etat. » Ainsi, a-t-il ordonné « d'élaborer une nouvelle vision approfondie, à soumettre au plus tard dans un mois, qui dégagerait une approche globale à même de mettre en avant le nouveau rôle de ces fermes et le cadre juridique devant les régir et en préserver la pérennité à travers



toutes les régions du pays, en fonction de la vocation agricole de chaque région».

Il a par conséquent, enjoint « de transformer les fermes pilotes en pépinières pour les ressources animales et végétales, soit une locomotive pour la recherche et le développement du secteur agricole, dans le cadre du processus de développement de l'économie nationale »

Dans cet ordre d'idées et s'agissant du patrimoine forestier et concernant le projet de loi relatif aux forêts et au patrimoine forestier, le président Tebboune, avant l'approbation dudit projet de loi, avait souligné « l'impératif de fixer et déterminer l'objectif de sa révision dans le contexte de l'actualisation et l'adaptation du rôle des forêts et du patrimoine forestier dans le développement et la promotion de l'économie nationale »

Il a instruit « à l'effet d'accorder davantage de facilitations aux familles algériennes qui œuvrent à hisser le rendement du secteur agricole, à travers l'exploitation des espaces forestiers, et ce pour doubler les revenus de ces familles de manière optimale et non nuisible au couvert forestier, ni à l'environnement »

Dans cette lignée d'idées, il est utile de rappeler que le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, ce lundi, dans un communiqué, l'ouverture de la plateforme numérique de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS).

Au cours de ce conseil des ministres, a été abordée aussi la réforme de l'Anade. Concernant la réforme du dispositif de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entre-

neurariat (ANADE), le président de la République a salué « la coordination et la synergie entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. » Celui-ci a souligné que « les tâches de cette agence consistaient en l'appui et l'accompagnement des jeunes dans leurs activités créatrices de richesses et d'emplois », il a instruit que « les dossiers de litiges et de corruption découlant des précédentes politiques de la Issaba, dans le cadre de l'ANSEJ, doivent être traités à un autre niveau de compétence, après mise en place d'une commission chargée de les régler de manière définitive, cette mesure ne relevant pas des prérogatives du ministère des Start-up. »

ABDELKRIM CHELGHOUH, DIRECTEUR DE RECHERCHE À L'USTHB

## «Les mesures du président vont valoriser la recherche scientifique»

Les décisions prises par le président de la République lors du dernier Conseil des ministres en faveur du secteur de l'enseignement supérieur ont été saluées par les chercheurs. Abdelkrim Chelghoum, directeur de recherche à l'USTHB, estime, hier lundi, que l'ensemble des mesures annoncées vont permettre de valoriser l'université algérienne et de faire du secteur de l'enseignement supérieur une locomotive du développement national.

«La recherche scientifique a été, pendant des années, le parent pauvre, avec une part du PIB de 0,28%, dont 92% sont destinés aux salaires. Tous les collègues attendaient des mesures pour valoriser l'université et je peux vous dire que nous sommes ravis de la décision prise par le président de la République», a déclaré M. Chelghoum lors de son passage dans l'émission "L'Invité de la rédaction" de la chaîne 3.

Il est à noter que le président de la République a approuvé les propositions du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, prévoyant le recrutement des titulaires de ces deux diplômes dans les postes universitaires.

Ainsi, il a ordonné, dans le cadre de son

engagement auprès des enseignants universitaires, la révision des salaires des enseignants du Supérieur et des chercheurs universitaires, tous grades scientifiques confondus, enjoignant de lui soumettre des propositions dans les meilleurs délais, car l'Etat doit accorder un intérêt particulier à cette catégorie, qui constitue la matière grise et la soupape de sécurité de l'Algérie dans tous les secteurs et de préparer une révision globale du statut des enseignants du Supérieur en accord avec la dynamique et la nouvelle stratégie du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Dans un communiqué publié hier lundi sur sa page Facebook, le ministère de l'Enseignement supérieur M. Kamel Baddari a dévoilé le plan d'action adopté par son département pour le recrutement des titulaires de magistères et doctorats au cours de cette année 2023.

En effet, et selon le planning dévoilé par M. Baddari, le recrutement de ces diplômés se fera dans le corps des enseignants, des enseignants chercheurs et au niveau des administrations. Le ministre de l'Enseignement supérieur a annoncé par ailleurs une révision prochaine de la loi

organique pour l'enseignement supérieur. Saluant les efforts consentis par l'actuel ministre de l'enseignement supérieur, M. Chelghoum assure que les prochaines assises du secteur vont apporter des solutions aux "carences" de l'université et proposer des perspectives pour la valorisation de la recherche scientifique en établissant des partenariats avec l'exécutif et les entreprises. "Il faut instaurer un pacte gagnant-gagnant avec les entreprises... Le privé est plus ou moins axé sur le profit et il doit savoir qu'il pourra multiplier par cinq son profit s'il tient compte de la valorisation de la recherche scientifique et s'implique au niveau de l'université", a-t-il indiqué. Interrogé au sujet de la révision des programmes universitaires et plus particulièrement du système LMD, M. Chelghoum indique qu'"il est trop tard pour l'abandonner". Il assure toutefois que cette question sera abordée lors des Assises nationales et que des solutions appropriées seront proposées pour corriger les lacunes de ce système et trouver des méthodes pour son adaptation à l'environnement national.

Synthèse S R.

## RÉVISION DU STATUT DES ENSEIGNANTS DU SUPÉRIEUR

### La FNESRS se félicite des décisions du président de la République

La Fédération nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (FNESRS) s'est félicitée, lundi dans un communiqué, des décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune concernant la révision globale du statut des enseignants du supérieur ainsi que des salaires des enseignants et des chercheurs universitaires.

Ces décisions prises lors de la réunion du Conseil des ministres dimanche, se veulent "une confirmation et une traduction des efforts consentis par l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre du 41e engagement du programme du président de la République visant à ériger l'université en locomotive de la société et sa ressource stratégique dans le souci de promouvoir la connaissance et la transition énergétique, et d'encourager l'innovation et le développement scientifique au service des objectifs de développement", souligne le communiqué.

Les mesures relatives à la "révision du statut de l'enseignant chercheur, du chercheur permanent et du professeur hospitalo-universitaire, ont un lien avec un chantier particulièrement important dans le contexte de la dynamique que connaît le système juridique national dans tous les secteurs depuis le dernier amendement constitutionnel de 2020", estime la Fédération, affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

Il s'agit également d'une démarche, poursuit la FNESRS, "réflétant une véritable volonté de l'Etat d'assurer toutes les conditions à même de promouvoir l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, et de prendre en charge la catégorie des enseignants chercheurs et des chercheurs permanents sur le plan socio-professionnel".

La même fédération a salué, par ailleurs, la vision portée actuellement par le secteur de l'enseignement supérieur basée sur "l'ouverture sur les autres missions que pourrait accomplir l'enseignant chercheur et le chercheur permanent à travers la culture entrepreneuriale et la contribution aux activités et aux services créateurs de richesse".

Le syndicat a cité, dans ce sens, "la réalisation de 136 établissements et bureaux d'études au niveau de 115 universités", estimant qu'il s'agit d'"un indicateur positif" de l'efficacité de la démarche tendant à assoir la culture entrepreneuriale, avant d'inviter les enseignants à adhérer à cette démarche.

Quant à la décision relative au recrutement des titulaires de diplômes de magistère et de doctorat, la fédération a affirmé "qu'elle témoigne de l'attachement de l'Etat à préserver ses compétences et son élite universitaire", précisant que le recrutement dans cette catégorie se fera via plusieurs mécanismes.

Parmi ces mécanismes, elle citera le recrutement en tant qu'enseignants-chercheurs et enseignants chercheurs permanents, et en tant que cadres au sein des différentes entreprises publiques, outre le recrutement en tant que contractuels à l'université ou dans les centres de recherche avec des contrats renouvelables au même salaire que les permanents.

Pour ce qui est des orientations du président de la République relatives au redoublement d'efforts pour attirer un maximum d'étudiants vers les spécialités et branches scientifiques, le syndicat a estimé que ce pas "s'inscrit dans le cadre de la démarche visant à assurer une ressource humaine qualifiée, répondant aux besoins du marché et des entreprises, en fonction de la réalité économique", tout en continuant "à s'intéresser aux volets, humain et social".

R E.

UNIVERSITÉ SALAH  
BOUBNIDER  
(CONSTANTINE)Domiciliation de  
10 start up au pôle  
d'innovation

Dix (10) start-up labellisées ont bénéficié jeudi de décisions d'attribution d'espaces pour domicilier leurs projets au pôle d'innovation (techno-pôle colline Constantine) ouvert récemment à l'université Salah Boubnider Constantine 3, a indiqué Mme. Salhi Widad, responsable du techno-pôle.

Les attestations de domiciliation et les clés des bureaux ont été remises à leurs bénéficiaires au cours d'une journée ouverte à l'université Constantine 3 en présence de représentants du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et des responsables de l'accélérateur public des start-up « Algérie Venture » et du Fonds de financements des start-up.

Selon Mme. Salhi, les start-up bénéficiaires de ces espaces de domiciliation sont spécialisées dans le e-commerce (applications et site web pour plusieurs secteurs comme la santé, le tourisme et l'éducation), l'économie verte, l'énergie renouvelable, l'intelligence artificielle (IA), la robotique, l'électronique, et l'apiculture intelligente, entre autres.

Il s'agit là, a ajouté la même responsable, de la première promotion de bénéficiaires en attendant, la sélection d'autres start-up conformément aux normes établies par les autorités centrales pour l'octroi d'espaces de domiciliation au techno-pôle colline Constantine qui dispose de plus de 400 espaces dédiés aux start-up et aux projets innovants. L'initiative s'inscrit dans le cadre des mesures prises par l'État visant encouragement et accompagnement des start-up considérées comme un maillon fort pour le développement économique du pays, a indiqué la même responsable, estimant que cela intervient pour faciliter aux start-up leur premier pas dans le monde de l'investissement.

Le pôle d'innovation (techno-pôle colline Constantine) inauguré le mois de février dernier à l'université Salah Boubnider Constantine-3 par les ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et celui de l'Économie de la connaissance des Start-up et des Micro-entreprises, dispose outre les espaces de domiciliation (plus de 400 espaces), des annexes du Fonds de financements des start-up et de l'accélérateur public des start-up « Algérie Venture ». La même responsable a mis l'accent dans ce cadre sur l'impact de la colline techno-pôle Constantine dans le développement des compétences des start-up qui évolueront, a-t-elle ajouté dans un environnement motivant où se trouvent également plusieurs plateformes spécialisées, des centres de recherches, et un laboratoire ultramoderne de biotechnologie. De son côté, le représentant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Pr Ahmed Mir a indiqué que cette activité intitulée « université de Constantine: université de l'innovation et des entrepreneurs », intervient dans le cadre de la visite effectuée dernièrement à Constantine par le ministre de tutelle et celui de l'Économie de la connaissance des Start-up et des Micro-entreprises et durant laquelle le techno-pôle colline Constantine avait été inauguré.

Mettant l'accent sur l'importance des start-up dans la création de la richesse, le même responsable a indiqué que l'État oeuvre à travers ce genre d'infrastructures existant également à Oran, Ghardaïa et Tlemcen et qui seront ouverts ultérieurement dans plusieurs universités du pays, à accompagner les jeunes versés dans le domaine de l'innovation pour faire de l'université la locomotive du développement économique national.

## MASCARA, OIGNON VERT

## Une production de plus de 450.000 quintaux attendue

La wilaya de Mascara prévoit une production de plus de 450.000 quintaux d'oignons verts, durant la campagne de récolte de la saison agricole 2022-2023, a-t-on appris, auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Le chef de service de régulation de la production végétale et animale auprès de la DSA, Medjahed Mohamed, a indiqué à l'APS que la campagne de récolte, lancée ces dernières semaines, se poursuit jusqu'à fin juin prochain, ciblant une superficie globale cultivée d'oignons verts estimée à plus de 1.500 hectares, avec une production attendue de plus de 450.000 quintaux. Selon les estimations des sections déléguées de l'agriculture, la quantité de production d'oignons

attendue, durant la campagne en cours, connaîtra «une hausse» par rapport à la saison écoulée, durant laquelle la wilaya a réalisé une production de près de 430.000 quintaux de ce produit agricole. La même source a attribué cette hausse à une augmentation de la superficie cultivée par rapport à la saison 2021-2022, laquelle n'a pas dépassé 1.500 ha. Pour sa part, la Chambre agricole de la wilaya lancera, prochainement, un programme de jumelage avec les wilayas de Tissemsilt, Naâma et El-Bayadh, dans le

but de transférer le savoir-faire de la wilaya de Mascara dans le domaine de la culture maraîchère, dont l'oignon vert, dans ces régions, selon la chambre.

À signaler que la culture de l'oignon vert est très répandue, notamment au niveau des communes de Ghriss, Froha, Matmor, Tighennif et Sidi Kada, dont les terres agricoles se caractérisent par la fertilité des sols, outre la disponibilité des périmètres irrigués par des puits profonds.

## BORDJ BOU ARRERIDJ

## Journée d'étude sur l'assurance Takaful

Une journée d'étude sur l'assurance Takaful a été organisée jeudi à Bordj Bou Arreridj à l'intention des opérateurs économiques conjointement par la chambre du commerce et de l'industrie (CCI-Biban) et la compagnie GAM Assurances.

Selon El Kheir Benderadj, directeur de la CCI-Biban, la rencontre vise à présenter aux acteurs économiques des explications sur ces contrats d'assurance mutualiste islamique basés sur les contributions financières d'un groupe de participants à un fonds orienté vers la gestion des sinistres et l'aide des entreprises en difficulté à parachever leurs projets.

Il a également relevé que la chambre oeuvre à être "un trait d'union entre les opérateurs économiques et les multiples organismes, outre le soutien et l'accompagnement des opérateurs dans la promotion de leurs produits et, partant, la promotion de la production et la réduction de la facture des importations".

De son côté, Pr. Mohamed Boudjellal, membre du Haut conseil islamique (HCI) et expert en finances islamiques, a estimé que l'assurance mutuelle "est conforme à la chariâa en vertu de quoi le décret exécutif 21-81 du 23 février 2011 a été promulgué stipulant la possibilité de créer des compagnies d'assurance mutuelle complémentaire au rôle des banques".

Il a également relevé que l'État algérien a tenu compte de la conformité à la jurisprudence islamique créant pour cela l'autorité chariâa de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique au sein du HCI.



Cette autorité vérifie la conformité à la chariâa des contrats des banques, des sociétés d'assurance et de la bourse d'Alger, a expliqué Pr. Boudjellal.

## ORAN

## Relogement de 113 familles à Oued Tlalat

Pas moins de 113 familles, qui vivaient dans des constructions illicites dans la commune d'Aïn El-Turck (Oran), ont été relogées dans des habitations neuves dans la commune de Oued Tlalat, a-t-on appris, vendredi, des services de la wilaya.

Les services de la daïra d'Aïn El-Turck, en coordination avec les services communaux, ont procédé, jeudi soir, au relogement à Oued Tlalat de ces familles qui vivaient dans des habitations illicites à Sidi Tarek, dans la commune d'Aïn El-Turck.

Tous les moyens ont été mobilisés pour le bon déroulement de l'opération, selon la même source, qui a indiqué que toutes les habitations illicites ont été démolies, immédiatement après l'achèvement de l'opération de relogement.

Selon la même source, cette opération se poursuivra jusqu'à l'éradication de ce type d'habitations et des constructions illicites, après les procédures d'enquêtes sociales et foncières en consultant le fichier national du logement.

Pour rappel, plus de 130 familles, qui vivaient dans des habitations illicites dans la ville d'Oran, ainsi que dans les communes de Bir El Djir et Es-Senia, ont été relogées dans de nouvelles habitations, dans la commune d'Oued Tlalat.

## EN PRÉVISION DE LA SAISON ESTIVALE

## Vaste campagne de nettoyage des plages à Annaba

Pas moins de 450 personnes, entre volontaires et représentants de différents secteurs et structures, ainsi que des membres de la société civile, ont participé à une vaste campagne de nettoyage des plages de la ville d'Annaba en prévision de la saison estivale 2023.

Il a également été constaté une forte présence de jeunes du mouvement associatif et des scouts musulmans algériens (SMA) au cours de cette campagne initiée par les services de la wilaya, et pour laquelle les différentes structures concernées par le fait touristique ont mis en place tous les moyens logistiques pour la collecte et l'enlèvement des déchets.

C'est ainsi que 25 camions-benne ont été mobilisés pour l'enlèvement des débris et des déchets collectés avec le concours des agents de l'entreprise « Annaba propre », du centre d'enfouissement technique



d'El-Bouni et des secteurs du Tourisme et de l'artisanat, des Travaux publics, de la Jeunesse et des sports, de l'Action sociale et de la solidarité, aux côtés de volontaires issus de la société civile, a tenu à préciser M. Youcef Chouchane, président de l'APC d'Annaba qui a supervisé l'opération. Selon cet élu, cette campagne a

été précédée du nettoyage du sable et de la collecte des gravats et autres morceaux de ferraille et de verre, en particulier ceux jetés et abandonnés dans les zones rocheuses entourant les plages de la ville.

De même que dans le cadre de cette vaste campagne, des sentiers spéciaux ont été créés pour faciliter

le déplacement vers le littoral des personnes aux besoins spécifiques, tandis que quelque 200 poubelles ont été placées le long de la bande côtière, a-t-on noté.

## La campagne de nettoyage a ciblé

11 plages de la ville d'Annaba, toutes situées dans le tissu urbain, sur un total de 21 plages autorisées à la baignade dans les communes d'Annaba, d'El-Bouni, de Seraïdi et de Chetaïbi.

Un riche programme de conférences, en mode présentiel et par visioconférence, est prévu, ainsi que des ateliers en marge de l'exposition, avec différentes thématiques, comme "l'écosystème des startups", "veille stratégique et intégration de la chaîne de valeur mondiale", et "normalisation et mise en conformité".

DE LA GUERRE PERPÉTUELLE À LA GUERRE ÉTERNELLE

# La politique étrangère américaine en 2023

« *Il est temps* », a annoncé le président Biden en avril 2021, « de mettre fin à la guerre interminable » qui a commencé avec l'invasion de l'Afghanistan peu après les tragiques attentats terroristes perpétrés contre ce pays le 11 septembre 2001. Et en effet, dès le mois d'août, dans le chaos et de façon désastreuse, le président a finalement évacué les dernières forces américaines de ce pays.

**Suite et fin**

Outre la Syrie et l'Irak (où les États-Unis ont encore 2 500 soldats), la guerre contre le terrorisme se concentre désormais sur l'Afrique. Dans la région du Sahel, cette partie du continent située juste en dessous du désert du Sahara, qui comprend le Tchad, le Niger, le Nigeria, la Mauritanie et le Soudan, pour ne citer qu'eux, il semblerait que le legs du terrorisme de naguère et la guerre en Ukraine aient convergé, créant des conditions d'instabilité et de violence dévastatrices, exacerbant ce que Robert Jenkins, fonctionnaire de l'USAID, a appelé « des décennies de promesses non tenues ». Comme l'a récemment écrit le journaliste Walter Pincus, « sans que le public s'en aperçoive, la guerre contre le terrorisme menée par les États-Unis depuis deux décennies se poursuit au Sahel ». Selon l'Indice mondial du terrorisme 2023, cette région est aujourd'hui « l'épicentre du terrorisme ». La plus importante présence américaine en Afrique de l'Ouest se trouve au Niger, qui, comme le rapporte Nick Turse, « accueille les bases de drones les plus importantes et les plus coûteuses gérées par l'armée américaine », elles sont principalement destinées à lutter contre des groupes terroristes comme Boko Haram, al-Qaïda et l'État Islamique. Les armes provenant de la guerre en Ukraine ont trouvé leur chemin vers ces groupes terroristes, tandis que les cauchemars météorologiques induits par le changement climatique, l'aggravation de l'insécurité alimentaire et les déplacements croissants de populations ont conduit à une situation de plus en plus instable dans la région. Pour compliquer encore les choses, le groupe Wagner, l'organisation paramilitaire mercenaire russe, a offert une assistance en matière de sécurité aux pays du Sahel, intensifiant ainsi le potentiel de violence. Les forces et les bases militaires américaines dans la région se sont développées rapidement à mesure que la guerre contre le terrorisme s'intensifiait en Afrique.

## Soutien législatif à la guerre éternelle

Les mesures législatives prises par le Congrès reflètent ouvertement le glissement du pays vers la guerre éternelle. Il est vrai que le mouvement en faveur d'un champ de bataille toujours plus vaste n'a pas commencé avec les conflits entre grandes puissances qui font aujourd'hui la une des journaux. L'autorisation du Congrès pour l'utilisation de la force militaire (AUMF) de 2001, qui a ouvert la voie à l'invasion de l'Afghanistan, a donné au président un pouvoir quasiment illimité pour mener des actions offensives au nom de la lutte contre le terrorisme, en ne désignant pas d'ennemi et en ne prévoyant aucune limite géographique ou temporelle. Depuis l'automne 2001, comme l'avait prédit la représentante Barbara Lee (Démocrate-Californie), qui a été la seule à voter contre, l'AUMF a servi de « chèque en blanc » permettant au président d'autoriser le recours à la force plus ou moins n'importe où. Brian Finucane, ancien juriste du département d'État, a souligné que le maintien d'une grande partie de « l'infrastructure juridique, institutionnelle et matérielle qui, depuis des décennies » sous-tend cette guerre contre le terrorisme est maintenant en train de s'étendre au Sahel, peu importe les résultats prévisibles. Comme me l'a dit Colin Clarke, expert en terrorisme du Groupe Soufan [Le groupe Soufan (TSG) est une société mondiale de conseil en matière de renseignement et de sécurité, NdT] : « Une guerre mondiale contre le terrorisme n'a jamais pu être gagnée. Le terrorisme est une tactique. Il ne peut être totalement vaincu, mais seulement atténué et contrôlé. » Pour autant, l'AUMF de 2001 est toujours en vi-

gueur et peut être utilisée de manière toujours plus large à l'échelle mondiale. Ce mois-ci encore, le Congrès a voté contre son abrogation. Certes, le Sénat a récemment abrogé les autorisations de recours à la force de 1991 et 2002 qui ont sous-tendu la guerre d'Irak de 1991 et l'invasion de ce pays en 2002. Un nouvel amendement proposé par le sénateur Lindsey Graham (Républicain-Caroline du Sud) visant à créer une AUMF contre les milices soutenues par l'Iran dans la région a notamment été rejeté. Comme l'ont montré les récents engagements militaires en Syrie, l'octroi de nouvelles autorisations ne s'est pas avéré nécessaire. Le Congrès semble approuver sans grande opposition ce passage de la guerre interminable à la guerre éternelle. En fait, lorsqu'il s'agit de financer un tel avenir, ses membres ne sont que trop enthousiastes. Le budget du Pentagone a augmenté de manière astronomique au cours des deux dernières années, parallèlement à la multiplication des scénarios de guerre potentiels. En décembre, le président Biden a signé la loi d'autorisation de la défense nationale pour 2023, elle accorde au Pentagone un budget sans précédent de 816,7 milliards de dollars, soit 8 % de plus que l'année dernière (le Congrès ayant augmenté de 45 milliards de dollars le financement proposé par la Maison-Blanche). Et les demandes pour le budget 2024 sont maintenant connues. Comme le rapporte l'expert du Pentagone William Hartung, avec 886 milliards de dollars, soit 69 milliards de plus que le budget de cette année, le Congrès est en passe d'adopter « le premier budget de 1 000 milliards de dollars de tous les temps », une évolution qu'il qualifie de « folie ». Il poursuit : « Une stratégie à durée indéterminée, qui vise à renforcer les moyens pour gagner une guerre avec la Russie ou la Chine, mener des guerres régionales contre l'Iran ou la Corée du Nord et soutenir une guerre mondiale contre le terrorisme qui prévoit des opérations dans au moins 85 pays, est la recette pour un conflit sans fin.

## Où est passé le concept de paix ?

En ce qui concerne la guerre en Ukraine, le sentiment largement partagé est qu'elle va durer, durer et durer encore. Certains experts ne voient rien de moins que des années de combat à l'horizon, d'autant plus que les responsables américains semblent peu enclins à chercher la paix. Alors que le président français Emmanuel Macron et le chancelier allemand Olaf Scholz auraient exhorté le président ukrainien Volodymyr Zelensky à envisager des pourparlers de paix, ils semblent avoir peu d'illusions sur la durée probable de la guerre. Pour sa part, Zelensky a clairement indiqué qu'en ce qui concerne la Russie, « nous n'avons rien à nous dire et il n'y a personne à qui parler là-bas ». Selon Alexander Gabuev, chercheur principal à la Fondation Carnegie pour la paix internationale, l'état d'esprit à Moscou et à Kiev pourrait se résumer à « Give war a chance » (Donnons une chance à la guerre) [en miroir de Give peace a chance, célèbre message de paix durant la guerre du Vietnam, NdT]. La Chine fait, semble-t-il, figure d'exception lorsqu'il s'agit d'accepter une guerre de longue durée en Ukraine. Avant même sa visite en Russie fin mars, le président Xi Jinping a proposé de négocier un cessez-le-feu, tout en publiant un document de synthèse sur les dangers de la poursuite de la guerre et sur les avantages d'une paix négociée, notamment la stabilité de la chaîne d'approvisionnement, la sécurité des centrales nucléaires et l'atténuation des crises humanitaires mondiales causées par la guerre. Il semblerait que le sommet entre Xi et Poutine n'ait guère permis d'avancer sur ce point.

Ici, aux États-Unis, les appels à des pourparlers de paix ont été minimes. Certes, en novembre dernier, Mark Milley, président de l'état-major interarmées, aurait déclaré à l'Economic Club de New York : « Lorsqu'une occasion de négocier se présente, lorsqu'il est possible de parvenir à la paix, il faut la saisir. Saisissez l'occasion. » Mais il n'y a pas eu de volonté réelle de négociations diplomatiques de quelque ordre que ce soit à Washington. En fait, la réponse de John Kirby, le porte-parole du Conseil national de sécurité, au président Xi a été la suivante : « Nous ne soutenons pas les appels à un cessez-le-feu pour le moment. » Selon lui, les Russes en profiteraient « pour renforcer encore davantage leurs positions en Ukraine... [et] reconstruire, rééquiper et renouveler leurs forces afin de pouvoir reprendre les attaques contre l'Ukraine au moment qu'ils jugeraient bon ».

Il est inquiétant de constater que les appels américains à la paix et à la diplomatie ont eu tendance à renforcer plus encore la guerre en cours. Le comité éditorial du New York Times, tout en prônant une prochaine diplomatie de paix, a suggéré que seule la poursuite de la guerre pourrait nous permettre d'atteindre un tel objectif : « Une diplomatie digne de ce nom ne peut avoir de chance que si la Russie accepte de ne pas mettre l'Ukraine à genoux. Et pour cela, les États-Unis et leurs alliés ne doivent pas faiblir dans leur soutien. [à l'Ukraine] ». Selon cette logique, c'est davantage de guerre et pas autre chose qui amènera paix. Les pressions pour fournir des armes de plus en plus puissantes à l'Ukraine restent constantes venant des rangs de la droite comme de ceux de la gauche. Comme l'a déclaré Robert Wicker, le principal élu républicain siégeant à la commission des forces armées du Sénat : « Cette approche plus, mieux, plus vite, donnerait aux Ukrainiens une réelle chance de remporter la victoire. »

Que ce soit au sujet de l'Ukraine, ou au sujet des tensions émergentes de ce que l'on appelle une « nouvelle guerre froide » en Asie, sans oublier la guerre sans fin de notre pays contre le terrorisme, nous vivons aujourd'hui dans un monde où la guerre est de plus en plus acceptée comme un état permanent. Sur les fronts juridique, législatif et militaire, elle est devenue la pierre angulaire du concept de sécurité nationale. Comme l'affirment de nombreux critiques, cette situation est en partie dictée par des raisons économiques, comme le fait de remplir les poches des géants de l'armement à hauteur de plusieurs milliards de dollars par an ; mais en partie aussi par ce qui passe pour de la ferveur idéologique, à savoir la démocratie opposée à l'autocratie ; ainsi que par l'héritage apparemment inépuisable de la guerre contre la terreur.

Tout cela est profondément triste, la priorité est donnée au meurtre et à la destruction plutôt qu'à la vie et à une véritable sécurité. Nos dirigeants ne semblent pas capables d'imaginer une paix quelle qu'elle soit sans encore plus d'armes, plus de violence, plus de conflits et plus de morts.

Qui se souvient encore de l'époque où la Première Guerre mondiale était connue comme « la guerre pour mettre fin à la guerre » ? Malheureusement, il semble que nous soyons entrés dans l'ère de la guerre éternelle. Nous devrions au moins reconnaître cette réalité.

Source : Tom Dispatch, Karen J. Greenberg, 11-04-2023

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

**POUR ACQUÉRIR UNE PART MINORITAIRE DU MAROCAIN LAPROPHAN**  
Mediterranea et trois investisseurs déboursent 75 millions €

Après notification fin mars 2023 à l'autorité en charge de la concurrence au Maroc, la société de private equity Mediterranea et ses associés Proparco, FMO et DEG ont décidé d'acquérir 24,59% au capital de la société pharmaceutique Laprophan.

Mediterranea Capital Partners (MCP) a dirigé un consortium d'investisseurs comprenant Proparco, FMO et DEG, dans la signature d'un accord d'un montant de 75 millions € (environ 82 millions USD) avec la société marocaine Laprophan, active dans le secteur pharmaceutique. En contrepartie de cet investissement, la firme de private equity axée sur le financement d'entreprises africaines de taille moyenne et ses co-investisseurs ont acquis une participation minoritaire dans la société.

Le conseil de la concurrence du Maroc qui a été averti de la transaction évoque plus précisément une part de 24,59 % de capital acquise par les quatre associés. L'entreprise pharmaceutique bénéficiaire de cette ressource prévoit d'accélérer sa croissance et renforcer ses positions sur le marché marocain et à l'international. « Cette association avec Mediterranea Capital Partners et ses co-investisseurs nous permettra d'écrire ensemble un nouveau chapitre du plan de développement de Laprophan », assure Farid Bennis, le DG, qui ajoute vouloir renforcer l'offre tout en accentuant sa présence à l'échelle internationale.

Pour exécuter l'opération, Mediterranea a déployé son fonds MC IV, mis sur pied pour fournir du capital de croissance à des entreprises actives dans plusieurs secteurs et qui sont principalement domiciliées en Afrique du Nord. Une nouvelle société d'investissement dénommée MC IV Pharma, domiciliée au Luxembourg et contrôlée par le fonds MC IV a été créée avec pour unique objet de réaliser l'opération et de déterminer la participation prise par Mediterranea et ses co-investisseurs. Au terme du processus de prise de contrôle conjoint, la famille Bennis qui a fondé Laprophan en 1949, conservera la majorité au capital son entreprise. Elle s'appuiera sur l'expertise de ses nouveaux associés pour satisfaire « la demande croissante de médicaments génériques au Maroc et dans les pays d'Afrique Subsaharienne ». Cela se traduira par le renforcement de ses exportations et de son activité de fabrication/distribution de médicaments sur le marché marocain. Précisons que Mediterranea est présent au Maroc depuis 2013. Le gestionnaire de fonds y a réalisé des investissements dans des entreprises telles que Akdital Holding, Cash Plus et Dislog Industries entre autres.

## TUNISIE

# Les investissements directs étrangers ont augmenté à 215 millions \$ au 1er trimestre 2023 (+10,2%)

*L'ensemble des secteurs d'activité économique ont attiré plus d'IDE à l'exception de celui de l'énergie, qui a connu une régression à cause de l'arrêt quasi total de l'attribution des permis de recherche des hydrocarbures.*

Le flux des investissements directs étrangers (IDE) vers la Tunisie a atteint 652,9 millions de dinars (215 millions de dollars) au premier trimestre 2023, en hausse de 10,2% par rapport à la même période de 2022, selon des données publiées le mercredi 3 mai par l'Agence de promotion de l'investissement extérieur (FIPA).

Tous les secteurs ont capté plus d'IDE du-

rant les trois premiers mois de l'année en cours, à l'exception de celui de l'énergie qui a connu une régression à cause de l'arrêt quasi total de l'attribution des permis de recherche des hydrocarbures, a-t-on précisé de même source.

Avec 300 millions de dinars, le secteur des services arrive en tête des secteurs ayant attiré le plus d'IDE entre le 1er janvier et le 31 mars 2023, devant l'industrie (234,6 mil-

lions de dinars), l'énergie (116,9 millions) et l'agriculture (0,5 million).

La FIPA a par ailleurs indiqué que les investissements de portefeuille (acquisitions des obligations ou des actions d'une entreprise dans une optique de placement, sans volonté de la contrôler) ont atteint 33,6 millions de dinars au premier trimestre 2023, ce qui représente une hausse de 917% par rapport à la même période de 2022.

## MAURITANIE

# Examen avec certains partenaires d'un rapport sur les systèmes alimentaires du pays

Le ministère des Affaires Économiques et de la Promotion des Secteurs productifs a organisé, à son siège à Nouakchott, une rencontre consacrée à la présentation et à la discussion d'un rapport sur les systèmes alimentaires en Mauritanie, en coopération entre le ministère, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture « FAO » et l'Union Européenne préparé entre novembre 2021 et mars 2022. Le rapport traite de la possibilité d'une transformation globale et durable des systèmes alimentaires, des chiffres et des tendances de consommation et des principaux défis à relever pour atteindre les objectifs prioritaires des systèmes alimentaires durables en Mauritanie, et des moyens pour migrer vers ces systèmes.

Cette rencontre vise à définir les paramètres des systèmes alimentaires dans notre pays, du fait que la sécurité alimentaire occupe une place particulière dans les priorités de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, a affirmé à cette occasion, le secrétaire général du ministère des Affaires Économiques et de la Promotion des Secteurs productifs, M. Yacoub Ahmed Aïcha, qui a mis en exergue l'import-



tance des systèmes alimentaires au service d'un développement économique et social inclusif et durable, et souligné la nécessité de mieux les définir pour assurer le bien-être du citoyen. Les recommandations issues des travaux de cette rencontre sont de nature à améliorer les systèmes alimentaires et à étendre leur impact à travers l'identification des opportunités et des obstacles qui se dressent devant eux, a-t-il ajouté, remerciant les partenaires au développement en particulier la FAO et l'Union européenne, pour leur appui aux actions du ministère.

La mise en œuvre de politiques basées sur le diagnostic des principaux problèmes des systèmes alimentaires en Mauritanie permettra sans aucun doute d'activer la transformation durable et inclusive de ces systèmes, a indiqué quant à lui, le représentant de la FAO en Mauritanie, M. Huynh Anh Tai Alexandre. L'identification des leviers économiques représente des pistes d'action concrètes pour un développement positif des systèmes alimentaires mauritaniens, à travers le développement des capacités pro-

ductives et la résilience des systèmes de production agropastoraux, le renforcement des systèmes de marché et l'amélioration du climat des affaires et des infrastructures connexes, a affirmé quant à lui, l'ambassadeur de l'Union européenne en Mauritanie, SEM Excellence M. Gwilym Jones. La rencontre s'est déroulée en présence des secrétaires généraux des ministères de l'agriculture, de l'élevage et du commerce, du commissaire adjoint à la sécurité alimentaire et de plusieurs cadres des départements concernés.

## Les programmes TEC+ Accelerator et Mozilla African Innovation Mradi pour appuyer des start-up en Libye et au Kenya

En Libye, 50 start-up dont 36 entreprises dirigées par des femmes ont été sélectionnées il y a quelques jours à Tripoli pour participer au TEC+ Accelerator, un programme lancé par le PNUD en partenariat avec Tatweer Research. Pendant deux mois, le TEC+ permettra aux start-up sélectionnées de renforcer leurs capacités matérielles et scientifiques pour accélérer leur croissance et créer des opportunités d'emploi sur le marché. Au Kenya, c'est la firme améri-

caine de technologie Mozilla qui investira plus de 300 000 USD dans les start-up locales, en partenariat, informe We Are Tech Africa, avec le gouvernement du comté de Nairobi. Cela entre dans le cadre d'une subvention de l'entreprise Mozilla African Innovation Mradi, dont les bénéficiaires seront lauréats d'une compétition éponyme qui se déroulera en juin dans la capitale kenyane. L'objectif est de promouvoir l'innovation fondée sur les besoins des utilisateurs sur le continent africain.



## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE MONDIALE

**L'Afrique subsaharienne en position de force pour accélérer son développement**

*La Banque mondiale souligne qu'en Afrique subsaharienne, l'extrême pauvreté se concentre essentiellement dans des pays riches en ressources naturelles.*

**M**ais grâce à la demande mondiale en minerais stratégiques nécessaires aux technologies propres, le continent africain se trouve en position suffisamment forte pour inverser la situation et se placer sur les rails de l'émergence. Les pays d'Afrique subsaharienne n'enregistrent en moyenne que 40 % des recettes qu'ils pourraient potentiellement tirer de leurs ressources naturelles, mais la transition énergétique et l'explosion de la demande de minerais stratégiques qui s'en suivra, leur offrent une occasion inespérée d'inverser cette situation, a estimé la Banque mondiale dans un rapport publié en avril dernier.

Intitulé « Africa's Resource Future : harnessing natural resources for economic transformation during the low-carbon transition », le rapport précise que les mine-

rais, le pétrole et le gaz représentent au moins un tiers des richesses totales de la région. La conversion des richesses du sous-sol en une prospérité durable et équitable a été cependant très limitée. Durant la période qui a suivi le super-cycle des matières premières de 2004 à 2014, la croissance annuelle du PIB par habitant dans les pays riches en ressources naturelles était en moyenne inférieure de 1,5 point de pourcentage aux niveaux moyens enregistrés dans les pays peu nantis en ressources naturelles de la région. L'augmentation des recettes des Etats consécutive au boom des matières premières, ne s'est pas non plus traduite par des niveaux correspondants de réduction de la pauvreté.

**Une transition énergétique riche en opportunités**

L'extrême pauvreté est de plus en plus concentrée dans les pays d'Afrique subsaharienne riches en ressources naturelles.

D'ici 2030, l'Afrique subsaharienne devrait abriter plus de 80 % des pauvres de la planète, et près de 75 % des pauvres de l'Afrique subsaharienne vivront dans des pays dont les sous-sols regorgent d'hydrocarbures et de minerais. Le rapport souligne cependant que la transition énergétique mondiale et l'abandon progressif des combustibles fossiles offrent à l'Afrique subsaharienne une opportunité inégalée pour conjurer la corrélation négative entre la disponibilité de ressources naturelles abondantes et le développement économique et social, plus connue sous l'appellation de la malédiction des ressources naturelles. S'il est vrai que la transition énergétique risque de transformer d'importants gisements de pétrole, de gaz et charbon en « actifs échoués », il n'en demeure pas moins qu'elle augmentera fortement la demande de matières premières nécessaires aux technologies énergé-

tiques propres. D'ici 2050, le passage des combustibles fossiles aux énergies propres pourrait en effet engendrer une demande de 3 milliards de tonnes de minéraux et de métaux stratégiques nécessaires au déploiement de l'énergie solaire, éolienne et géothermique. Des minerais comme le lithium, le cobalt et le vanadium sont en effet essentiels pour le stockage de l'énergie tandis que le cuivre, l'indium, le sélénium et le néodyme sont indispensables pour le fonctionnement des centrales solaires et des parcs éoliens. Cela place évidemment l'Afrique subsaharienne dans une excellente position pour bénéficier de la transition vers l'énergie propre. Des pays tels que la République démocratique du Congo, l'Afrique du Sud et la Zambie sont d'ores et déjà des acteurs clés dans ce domaine, puisqu'ils sont respectivement les principaux producteurs mondiaux de cobalt, de platine et de cuivre.

## MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

**Semaine de dynamisme pour la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Niger et le Sénégal**

**E**nregistrant un dynamisme remarquable depuis le début du deuxième trimestre 2023, le marché des titres publics confirme son redressement. Ces signaux positifs pourraient préfigurer une poursuite de la dynamique dans les semaines à venir, pour peu que les conditions économiques et financières demeurent stables.

Au cours de la deuxième semaine de mai 2023, le marché des titres publics a maintenu un rythme soutenu avec quatre émissions, pour 175,67 milliards FCFA de mobilisés, contre 134,84 milliards FCFA la semaine précédente. La Côte d'Ivoire, le Burkina, le Niger et le Sénégal sont les acteurs notables de cette semaine, avec une diversité de maturités offertes, allant de 91 jours à 7 ans.

La Côte d'Ivoire, premier intervenant de la semaine, a levé avec succès 77 milliards FCFA, mardi 9 mai. La méthode d'adjudication ciblée, réservée à un pool de Spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) notamment la Société ivoirienne de banque, Ecobank CI, Bank Of Africa CI, Orabank Togo, Coris Bank Burkina Faso, BIIIC Financial Services, SGI Bénin, et SGI Hudson & Cie. Le taux de couverture de

l'émission a atteint 145,73%.

Le Burkina Faso a emboîté le pas le lendemain, annonçant un montant de 30 milliards FCFA sur trois maturités. La présence de l'Etat du Burkina Faso sur le MTP a suscité l'intérêt de 16 investisseurs, pour un niveau de couverture de 111,2%.

Le Niger, intervenu jeudi 11 mai, a également reçu un accueil favorable avec une couverture de 103,2% pour le montant annoncé de 30 milliards FCFA.

Pour clôturer la semaine, l'Etat du Sénégal a suscité une forte participation (38 milliards FCFA) avec un niveau de couverture de 170,9% pour un montant sollicité de 35 milliards FCFA.

En dépit d'une baisse globale du niveau de couverture moyen des émissions, passant de 157,10% à 132,77%, la dynamique du marché reste positive. Ces résultats attestent d'un regain d'intérêt des investisseurs pour le MTP, signal encourageant pour les émetteurs.

Entre le 15 et 19 mai, trois pays, que sont la Côte d'Ivoire, le Mali et le Togo, prévoient de lever 130 milliards FCFA.

## OUGANDA

**Le démarrage de la construction du réseau ferroviaire Kampala - Malaba annoncé pour août 2023**

Initié depuis près d'une décennie, le projet de ligne SGR Kampala - Malaba qui a souffert de défaut de financement, est désormais sur le point de démarrer.

Kampala lancera la construction du chemin de fer à écartement standard (SGR) Malaba -Kampala en août prochain, selon Fred Byamukama (photo), ministre d'Etat ougandais chargé des Travaux publics.

L'exécutif ougandais a récemment indiqué avoir obtenu des fonds auprès de la Standard Chartered Bank pour exécuter ce vieux projet pour lequel la China Exim Bank avait donné une promesse de financement, sans honorer à son engagement. Cela avait obligé Kampala à se contenter de rénover le réseau à voie métrique existant.

La ligne indiquée fait partie du corridor ferroviaire transnational qui devrait interconnecter sur 1 724 km le port kenyan de Mombasa à plusieurs pays enclavés de la région, notamment l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, le Soudan du Sud et l'Est de la RDC.

Ce corridor est annoncé comme un instrument stratégique d'intégration régionale, qui sera un pilier de la mobilité et des échanges commerciaux en Afrique de l'Est.

## BOTSWANA :

**Les revenus de Lucara ont baissé de 37% à la mine de diamants Karowe**

Karowe est l'une des rares mines industrielles du Botswana qui ne fait pas partie du partenariat historique entre le gouvernement et De Beers. En 2022, l'actif détenu par Lucara a livré 335 769 carats et généré 203,8 millions USD de revenus.

Au Botswana, la production à la mine de diamants Karowe a augmenté de 7% en glissement annuel pour atteindre 89 640 carats au 1er trimestre 2023. C'est l'annonce faite le 11 mai par son propriétaire canadien, Lucara Diamond, qui ajoute néanmoins avoir enregistré une diminution de 37% des revenus à 42,8 millions USD, ce malgré une légère hausse des quantités vendues.

La compagnie a en effet cédé 83 374 carats à l'issue des trois premiers mois de l'année, contre 80 295 carats sur la même période en 2022. Outre la baisse des prix sur le marché mondial par rapport aux niveaux atteints début 2022, la qualité des diamants récupérés a baissé. Au premier trimestre 2023, Lucara a en effet obtenu 98 diamants « Specials », ceux pesant plus de 10,8 carats, contre 186 au premier trimestre 2022.

Il s'agit néanmoins d'une situation attendue, car liée à son plan minier, et qui devrait évoluer positivement au cours du reste de l'année avec l'exploitation d'une zone plus riche en diamants « Specials ». Lucara Diamond maintient donc ses prévisions annuelles et compte produire entre 395 et 425 000 carats cette année, pour un chiffre d'affaires situé entre 200 et 230 millions USD.

## EGYPTE

**15 voitures ferroviaires livrées par Transmashholding-Hungary Kft pour le transport de passagers**

Très ancré dans les habitudes de déplacement en Egypte, le train qui y draine quotidiennement un flux d'environ 1,4 million de passagers, reçoit depuis peu des investissements conséquents de l'Etat qui souhaite moderniser le secteur.

L'Egypte a reçu un nouveau lot de 15 voitures ferroviaires climatisées de 3ème classe dans le cadre de son contrat de 1,13 milliard USD avec le groupe Transmashholding-Hungary Kft, filiale hongroise de la société russe TMH International.

Selon le ministre des Transports, Kamel el Wazir, cette livraison



porte désormais à 770 les unités reçues du fournisseur sur un total de 1 300 véhicules ferroviaires commandés par l'Autorité natio-

nale des chemins de fer égyptiens (ENR).

Le contrat officiellement signé en septembre 2018 portait sur « 800

voitures climatisées, dont 500 de troisième classe, 180 de deuxième classe, 90 de première classe et 30 voitures-restaurants ».

D'autres contrats avec le même constructeur intègrent l'installation dans la zone industrielle d'Abu Zaabal (à 22 km au nord du Caire), d'une usine de fabrication de matériel roulant, de pièces de rechange et d'un atelier de maintenance.

Ces investissements s'inscrivent dans le plan 2030 du gouvernement égyptien pour le secteur des transports, et dont les axes majeurs concernent le développement de l'industrie ferroviaire.

MALGRÉ UN RISQUE DE DÉFAUT DE PAIEMENT PERSISTANT

# Biden « optimiste » sur l'issue des négociations

*Candidat à sa réélection, le président américain estime qu'il existe encore une possibilité de parvenir à un accord avec les républicains pour relever le plafond de la dette, et ce, afin d'éviter le défaut de paiement. Selon le Congrès, ce dernier pourrait intervenir dès le mois prochain. L'administration Biden estime que les conséquences d'un défaut de paiement seraient dévastatrices pour les Etats-Unis.*

**R**épublicains et démocrates parviendront-ils à se mettre enfin autour de la table ? Alors que les négociations sont au point mort pour décrocher un accord sur le plafond de la dette, le président américain Joe Biden a affirmé dimanche qu'il restait « optimiste ». Une nouvelle réunion au plus haut sommet avec les dirigeants du Congrès doit se tenir en début de semaine à ce sujet. « Je reste optimiste, parce que je suis un optimiste congénital, mais je pense vraiment qu'il y a une volonté de leur part et de la nôtre de parvenir à un accord. Je pense que nous y parviendrons », a déclaré l'octogénaire à la presse, lors d'une promenade à vélo près de sa maison dans l'Etat du Delaware. La dette de la première économie du monde a atteint le 19 janvier 31.000 milliards de dollars, soit le plafond au-delà duquel le pays ne peut plus émettre de nouveaux emprunts pour se financer. Sans accord, les Etats-Unis se retrouveront en défaut de paiement dès début juin, a rappelé vendredi le service du budget du Congrès (CBO). Cette situation inédite, dans laquelle le pays ne pourrait plus payer ses factures et ses fonctionnaires, pourrait plomber l'économie mondiale.

## Un risque de récession accru

Le gouvernement de Joe Biden avait prévenu dimanche que les Etats-Unis entreraient « en récession », ce qui pourrait causer la perte de « millions d'emplois », si un accord sur le relèvement du plafond de la dette n'aboutissait pas. « Si le Congrès ne parvient pas à relever le plafond de la dette avant le défaut de paiement, nous entrerons en récession et ce sera catastrophique », a prévenu une nouvelle fois Wally Adeyemo, secrétaire adjoint du Trésor, sur CNN.

Déjà la semaine passée, le ministre de l'Economie et des Finances de Joe Biden, la secré-

taire américaine au Trésor, Janet Yellen, avait adressé une mise en garde. Elle avait estimé que seul le fait de flirter avec le défaut de paiement, en poussant les négociations à leurs limites « peut entraîner des coûts économiques importants ». Le FMI s'est inquiété jeudi dernier des « graves répercussions » sur l'économie mondiale qu'aurait un défaut de paiement des Etats-Unis, sans accord. Le président Joe Biden, qui exclut pour le moment des coupes budgétaires, a accusé les républicains au Congrès de tenir l'économie en « otage ». Démocrates et républicains mènent un véritable bras de fer sur le sujet du plafond de la dette. Pour l'heure, les républicains refusent de le relever sans coupes massives dans le budget, ce que refuse Joe Biden. Wally Adeyemo a mis en avant dimanche les efforts consentis par le président qui a dévoilé en mars un plan prévoyant « une réduction du déficit de 3.000 milliards de dollars sur dix ans ». Le représentant du Trésor a également salué les discussions « constructives » en cours entre les différents partis.

Parmi les solutions avancées pour sauver les Etats-Unis en l'absence d'accord, figure le recours au 14e amendement de la Constitution. Ce dernier, ajouté en 1868 à la Constitution américaine, après la guerre de Sécession, stipule que « la validité de la dette publique des Etats-Unis, autorisée par la loi, (...) ne doit pas être remise en question ». Autrement dit, les dépenses déjà votées doivent pouvoir être honorées.

Au sortir de la guerre civile, en effet, « les inquiétudes grandissaient (au sein des Etats du Nord, vainqueurs, ndlr) quant au fait que les législateurs du Sud réadmis au Congrès continueraient de détruire notre union fédérale, mais de l'intérieur, en répudiant la dette

fédérale occasionnée par la guerre », explique à l'AFP Robert Hockett, professeur de droit à l'université Cornell. Le plafond de la dette est ensuite venu, en 1917, se superposer à ce texte.

En laissant entendre qu'il pourrait y avoir recours, « ce que dit Biden, c'est que si le Congrès ne vote pas pour relever le plafond de la dette, il peut de toute façon payer les obligations car c'est son devoir constitutionnel », souligne Mark Graber, professeur à la faculté de droit de l'université du Maryland. Pas de procédure particulière, puisque Joe Biden doit « demander à la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, de simplement continuer à émettre cette dette si nécessaire pour payer les factures de la nation », indique Robert Hockett. Et donc faire comme si le plafond de la dette n'existait pas.

Mais à ce stade, le président a exclu d'y recourir à court terme, pour cause de complications juridiques, prévoyant plutôt de laisser passer la crise pour y réfléchir. Le principal obstacle serait un recours en justice intenté par l'opposition républicaine. Le professeur Robert Hockett pense qu'ils ne le feront pas. Cela les mettrait « dans une position très inconfortable parce qu'ils tenteraient des poursuites pour forcer le président à faire défaut sur la dette nationale », estime-t-il.

Pour Mark Gruber au contraire, aucun doute, « les républicains vont contre-attaquer en disant (que Joe Biden) ne comprend pas le 14e amendement qui se réfère à la dette uniquement, et qu'il peut donc pas rembourser la dette (déjà cumulée) sans engager de nouvelles dépenses », assure Mark Graber. Dans les deux cas, les risques existent, souligne Neil Buchanan, professeur de droit à l'Université de Floride.

CHINE

## La PBOC maintiendra des liquidités abondantes

La banque centrale chinoise a déclaré lundi qu'elle maintiendrait des liquidités raisonnablement abondantes et des taux d'intérêt raisonnables et appropriés, en se concentrant sur le soutien de la demande intérieure dans un contexte d'incertitudes.

La Banque populaire de Chine (PBOC) fournira un soutien "fort et stable" à l'économie réelle dans le cadre de sa politique monétaire "prudente" qui sera précise et énergique, a déclaré la banque dans son rapport sur la mise en œuvre de la politique monétaire du premier trimestre.

"L'environnement extérieur actuel devient plus complexe et plus sévère, la force motrice interne de l'économie nationale n'est toujours pas forte et la demande reste insuffisante", a déclaré la banque centrale.

L'effet "cicatrisant" du COVID-19 ne s'est pas estompé, car la durabilité de la reprise de la consommation en Chine est menacée et la pression sur l'emploi des jeunes est élevée, tandis que le ralentissement de l'économie mondiale accroît les pressions sur la demande extérieure, a déclaré la banque.

La banque centrale améliorera ses ajustements de politique anticyclique, en équilibrant les objectifs à court et à long terme, la croissance économique et la stabilité des prix, et en améliorant la durabilité du soutien à l'économie réelle, a-t-elle déclaré.

La PBOC a renouvelé les prêts à moyen terme arrivant à échéance tout en maintenant le taux d'intérêt inchangé lundi, comme prévu, mais les marchés s'attendent à ce que l'assouplissement monétaire soit inévitable dans les mois à venir pour soutenir la reprise économique.

La banque centrale surveillera les changements marginaux des prix des biens, guidera et stabilisera les attentes sociales et maintiendra les prix fondamentalement stables, a déclaré la banque centrale.

L'inflation des prix à la consommation en Chine pourrait reprendre modérément au second semestre de cette année, et il n'y a pas de base pour une déflation ou une inflation à long terme dans l'économie, a déclaré la banque centrale.

PRÉSIDENTIELLE EN TURQUIE

## Second tour en vue entre Erdogan et Kılıçdaroglu

**U**n second tour inédit semblait se profiler dimanche soir en Turquie, suspendue aux résultats du dépouillement de l'élection présidentielle, qui donnent le président Recep Tayyip Erdogan au coude à coude avec son adversaire Kemal Kılıçdaroglu. Sinon Ogan, dissident du parti nationaliste MHP, arrivé en troisième position avec environ 5% des voix, pourrait jouer les arbitres.

Après dépouillement de près de 97% des bulletins, Recep Tayyip Erdogan était crédité de 49,39% des suffrages, contre 44,92% pour Kemal Kılıçdaroglu, le candidat unique de six mouvements d'opposition, selon les résultats préliminaires rapportés par l'agence de presse officielle Anatolie.

Même si ces chiffres sont encore susceptibles d'évoluer, pour le troisième homme de cette élection, ces résultats ouvrent la voie à un deuxième tour le 28 mai. Ce qui constituerait une première pour la République turque, centenaire cette année.

« Nous allons avoir 15 jours difficiles devant nous en cas de deuxième tour », a-t-il prévenu en refusant de dire quel candidat il soutiendrait. Pour être déclaré vainqueur, l'un des deux candidats de tête doit obtenir une majorité de 50% des voix plus une.

Dans l'attente des résultats définitifs, les deux camps se sont livrés une ba-

taille de chiffres, enjoignant leurs observateurs respectifs à rester sur les lieux de dépouillement. « Nous sommes en tête », a affirmé Kemal Kılıçdaroglu. L'un de ses bras droits, le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, a appelé « les citoyens à ne pas tenir compte des chiffres donnés par Anadolu ». A Istanbul, la mégapole de 16 millions d'habitants, les 20% des bulletins qui restaient à dépouiller pourraient aider l'opposant à Erdogan à réduire l'écart. A Diyarbakir, la grande ville à majorité kurde du sud-est du pays, Kemal Kılıçdaroglu a obtenu plus de 71% des voix sur les quatre-cinquièmes des bulletins dépouillés, selon Anadolu.

Toute la journée, les électeurs qui ont parfois attendu plusieurs heures devant les écoles transformées en bureaux de vote. Le taux de participation, semble-t-il proche de 90%, n'a pas été communiqué officiellement.

En jeu: le choix du treizième président de la République turque, qui fête son premier siècle, et l'avenir du chef de l'Etat qui espère se maintenir au pouvoir à l'issue de ce scrutin que les sondages avaient prédit serré. Le vainqueur doit obtenir une majorité de 50% des voix plus une, sous peine d'un deuxième tour le 28 mai - date anniversaire symbolique du plus grand mouvement de contestations populaire qui a secoué le pouvoir en 2003.

ZONE EURO

## La CE prévoit une croissance plus forte en 2023 et 2024

**L**a croissance économique de la zone euro se fera à un rythme plus rapide que prévu en 2023 et en 2024, grâce au dynamisme de l'Italie et de l'Espagne, mais l'inflation restera soutenue, montrent les prévisions de la Commission européenne publiées lundi. L'exécutif européen table pour la zone euro dans son ensemble sur une augmentation du produit intérieur brut de 1,1% cette année et de 1,6% en 2024 alors qu'en février, il prévoyait des chiffres de 0,9% et 1,5% respectivement. "L'économie de l'Union européenne gère remarquablement bien l'ajustement aux chocs

provoqués par la pandémie et l'agression de l'Ukraine par la Russie", a déclaré la Commission.

"L'année dernière, l'UE a réussi en grande partie à se sevrer du gaz russe. La modeste croissance enregistrée au premier trimestre a dissipé les craintes d'une récession cet hiver, qui semblait inévitable il y a seulement quelques mois", a-t-elle poursuivi.

"De plus, les données d'enquête suggèrent que, bien que timide, l'expansion devrait se poursuivre au deuxième trimestre. Les résultats meilleurs que prévu au début de l'année permettent

de légèrement relever les prévisions de croissance économique de l'UE", a déclaré la Commission.

Une économie plus forte qu'attendu, avec un taux de chômage attendu stable à 6,8% en 2023 puis à 6,7% en 2024, implique également une inflation plus élevée, à 5,8% en 2023 et 2,8% en 2024, contre 5,6% et 2,5% prévu en février. "Des hausses de salaires plus soutenues sont attendues en raison des tensions persistantes sur les marchés du travail, des fortes augmentations du salaire minimum dans plusieurs pays et plus généralement de la pression exercée par les sa-

lariés pour regagner du pouvoir d'achat", a déclaré la Commission.

Elle entrevoit un déficit budgétaire de la zone euros à 3,2% du PIB cette année, contre 3,6% en 2022, puis à 2,4% du PIB en 2024, ce qui est nettement inférieur au plafond de déficit public fixé par les règles européennes à 3%.

Le taux d'endettement des 20 pays ayant adopté la monnaie unique devrait également refluer et s'établir à 90,8% du PIB en 2023, contre 93,1% l'année dernière, avant de tomber à 89,9% en 2024, selon la Commission.

## EUROPE

## Les actions reprennent du terrain

Les principales Bourses européennes montent en début de séance lundi avant plusieurs rendez-vous importants attendus dans la semaine, notamment sur le dossier du plafond de la dette américaine.

À Paris, le CAC 40 gagne 0,49% à 7.451,04 points vers 08h05 GMT, soutenu par les résultats bien accueillis de l'assureur Axa.

À Londres, le FTSE 100 prend 0,22% et à Francfort, le Dax avance de 0,18%.

L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,33%, le FTSEurofirst 300 de 0,2% et le Stoxx 600 de 0,24%.

L'indice BIST 100 de la Bourse d'Istanbul perd 4,11% et la livre turque a touché un plus bas de deux mois alors qu'un second tour à l'élection présidentielle semble de plus en plus probable entre le président sortant Recep Tayyip Erdogan et le principal candidat de l'opposition, Kemal Kılıçdaroglu. "Un second tour signifie deux semaines supplémentaires d'incertitude. Le marché a perdu tous ses gains liés à l'hypothèse d'une élection à un seul tour. Nous assisterons à une forte volatilité au cours des deux prochaines semaines, la hausse des CDS (swaps de défaut) est significative", a déclaré Serdar Pazi, analyste chez Global securities research.

D'autres rendez-vous susceptibles d'entraîner de la volatilité attendent les marchés dans les prochains jours. Les derniers chiffres de la production industrielle et des ventes au détail en Chine seront scrutés mardi alors que les investisseurs sont de plus en plus inquiets du manque de dynamisme de la reprise post-COVID.

Les interventions de nombreux responsables de la Réserve fédérale, dont son président Jerome Powell vendredi, sont aussi au programme. Sur le plan politique, les discussions entre républicains et démocrates devraient reprendre mardi à la Maison blanche pour essayer de parvenir à un compromis sur le relèvement de la dette américaine.

En Bourse, Axa gagne 2,97% après avoir fait état au premier trimestre d'une solvabilité financière plus élevée qu'attendu.

Siemens Energy prend 2,46% après l'annonce d'un carnet de commande record à 102 milliards d'euros et le relèvement de ses perspectives de ventes.

## CARREFOUR

## Bank of America passe sous les 10% du capital

Bank of America a déclaré à l'AMF avoir franchi en baisse, le 10 mai, par l'intermédiaire des sociétés qu'il contrôle, le seuil de 10% du capital de Carrefour et détenir 9,97% du capital et 8,03% des droits de vote.

L'établissement financier américain explique que ce franchissement de seuil résulte d'une cession d'actions Carrefour sur le marché et d'une diminution du nombre d'actions détenues par assimilation.

## POINT- MARCHÉS

## Appétit prudent pour le risque en l'absence de nouveaux catalyseurs

Wall Street est attendue en légère hausse lundi et les Bourses européennes évoluent également prudemment dans le vert à mi-séance dans un contexte de marché relativement calme où les investisseurs digèrent encore les données macroéconomiques sur l'inflation et la conjoncture de la semaine dernière.

Les futures sur indices new-yorkais signalent une ouverture de Wall Street en progression de 0,37% pour le Dow Jones, de 0,36% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,26% pour le Nasdaq.

À Paris, le CAC 40 gagne 0,35% à 7.441,12 vers 12h00 GMT. À Francfort, le Dax avance de 0,15% et à Londres, le FTSE s'octroie 0,46%.

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 est en hausse de 0,34%, l'EuroStoxx 50 de la zone euro de 0,17%, le Stoxx 600 de 0,36%.

Hormis les incertitudes sur le plafond de la dette américaine, de nouvelles discussions entre républicains et démocrates étant prévues mardi, aucun élément majeur n'est de nature à susciter de la volatilité sur les marchés.

Les investisseurs prendront connaissance dans la semaine de l'indice Zew du sentiment des investisseurs en Allemagne, des chiffres définitifs de l'inflation en zone euro et des données des ventes au détail aux Etats-Unis, alors que des interventions de banquiers centraux sont prévues vendredi, notamment celle du président de la Fed Jerome Powell. Dans les statistiques du jour, la production industrielle de la zone euro a baissé plus que prévu en mars, de 4,1%, sur un mois et de 1,4% sur un an, selon Eurostat.

La Commission européenne, elle, a revu à la hausse sa prévision de croissance pour 2023 à 1,1% et à 1,6% pour 2024 contre 0,9% et 1,5% précédemment. La prévision d'inflation de la CE, en revanche, a été relevée à 5,8% en 2023 et 2,8% en 2024, contre 5,6% et 2,5% auparavant. La Banque centrale européenne (BCE),

indique dans une étude que l'impact du resserrement monétaire sur l'inflation ne se fera pleinement sentir qu'en 2024.

## Les valeurs à suivre à Wall Street

Elon Musk, le patron du constructeur automobile Tesla, participe ce lundi au sommet "Choose France" à Versailles qui devrait attirer une trentaine de projets d'investissements de la part des groupes comme Pfizer ou encore Morgan Stanley. Oneok recule de 5,9% en avant-Bourse après l'annonce dimanche du rachat de l'opérateur d'oléoducs Magellan Midstream Partners (+7,0% en avant-Bourse) pour environ 18,8 milliards de dollars (17,3 milliards d'euros), dette comprise.

## Valeurs en Europe

Sur le Stoxx 600 pratiquement tous les grands secteurs sont dans le vert, les meilleures performances étant pour les ressources de base (+1%), le transport et le tourisme (+1,01%), ainsi que les compartiments défensifs de l'immobilier (+1,31%), des télécoms (+0,69%) et des "utilities" (+0,71%).

Dans l'actualité des entreprises, Axa gagne 2,47% après avoir fait état au premier trimestre d'une solvabilité financière plus élevée qu'attendu. Siemens Energy avance de 2,32% après le relèvement de ses perspectives de ventes pour cette année.

La banque espagnole BBVA, particulièrement exposée à la Turquie, cède 4,24% au lendemain de l'élection présidentielle turque marquée par une incertitude sur le second tour

qui doit opposer Recep Tayyip Erdogan à Kemal Kılıçdaroglu.

## Taux

Le rendement des emprunts d'Etat en Europe et aux Etats-Unis progressent dans le sillage de la remontée des anticipations de hausse de l'inflation.

Celui du Bund allemand à dix ans prend environ trois points de base, à 2,301%, et son équivalent américain 2,6 points, à 3,4887%.

## Changes

Le dollar reprend lundi son souffle (-0,21%) face à un panier de devises de référence après avoir touché un pic de cinq semaines à 102,75 points.

L'euro en profite pour remonter à 1,0877 dollar (+0,27%).

La livre turque, elle, est tombée à son plus bas niveau depuis deux mois, à 19,6 pour un dollar, après le premier tour de la présidentielle turque.

## Pétrole

Les cours pétroliers, qui ont affiché vendredi une quatrième semaine consécutive dans le rouge, sont soutenus lundi par les signes de tensions sur l'approvisionnement résultant de la réduction de la production de l'Opep et de ses alliés, ce qui prend le pas sur les inquiétudes liées à la demande des Etats-Unis et de la Chine.

Le Brent cède 0,55% à 74,58 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) 0,61% à 70,47 dollars.

## AXA

## Chiffre d'affaires en hausse de 2% au premier trimestre

L'assureur Axa a réalisé un chiffre d'affaires de 31,8 milliards d'euros au premier trimestre 2023, soit une hausse de 2% sur un an, soutenue par l'assurance-dommages, selon les résultats du groupe publiés lundi dans un communiqué. C'est une «bonne performance», «malgré un environnement macroéconomique qui est incertain et volatil», a jugé lors d'une conférence téléphonique Alban de Mailly Nesle, directeur financier du groupe.

L'assurance-dommages représente plus de la moitié de l'activité d'Axa, avec un revenu total de 18,6 milliards d'euros au premier trimestre (+5%). En base comparable, ce segment a été soutenu par «la hausse des primes en assurance des entreprises (+7%) en raison d'effets prix positifs et d'une hausse des volumes, notamment chez Axa XL et en Europe», explique Axa. Pour les particuliers, la hausse est de 4% «grâce à des effets prix positifs, compensés en partie par la mise en place de mesures de réduction d'exposition aux catastrophes naturelles chez Axa XL Réassurance». Avec le réchauffement climatique, les catastrophes natu-

relles sont amenées à devenir de plus en plus fréquentes, raison pour laquelle l'assureur a entamé un repositionnement de sa filiale dédiée notamment à la réassurance.

L'activité vie, épargne, retraite et santé a baissé de 2% sur la même période, «reflétant une baisse des primes en épargne (-9%), principalement en Italie et en France, du fait de conditions de marché défavorables, en partie compensée par la croissance en prévoyance (+2%), et une baisse en assurance-santé (-5%) en conséquence du non-renouvellement de deux contrats significatifs en santé collective à l'international», détaille le communiqué. Pour la gestion d'actifs, qui ne représente qu'une faible partie de l'activité d'Axa avec 400 millions de chiffre d'affaires au premier trimestre, les revenus d'Axa ont diminué de 4% sur un an, «en raison d'une baisse des commissions de gestion reflétant la baisse des actifs moyens sous gestion à la suite des conditions de marché défavorables».

## FRANCE

## La Bourse de Paris devrait ouvrir en hausse modeste

La Bourse de Paris s'oriente vers une ouverture en petite hausse lundi, le risque de défaut de paiement de la part des Etats-Unis en raison des discussions sur le plafond de la dette poussant les investisseurs à la prudence.

Le contrat à terme du CAC 40, l'indice vedette, montait de 0,31% une quarantaine de minutes avant l'ouverture de la séance. La semaine passée, la cote parisienne avait reculé de 0,33%.

Michael Hewson, analyste de CMC Markets, prévoit un "début de semaine prudent avec les discussions qui se poursuivent autour du plafond de la dette des Etats-Unis".

Le gouvernement américain et les institutions financières alertent depuis plusieurs semaines sur le risque de défaut de paiement que courent les Etats-Unis à compter de juin, si aucun accord n'est trouvé au Congrès

pour voter un relèvement de ce plafond. Les républicains refusent, pour l'instant, de le relever sans coupes massives dans le budget, ce que refuse le président démocrate Joe Biden. Une nouvelle réunion est prévue cette semaine entre le président républicain de la Chambre des représentants Kevin McCarthy et Joe Biden, qui s'est dit dimanche "optimiste".

"Si le Congrès ne parvient pas à relever le plafond de la dette avant le défaut de paiement, nous entrerons en récession et ce sera catastrophique", a prévenu Wally Adeyemo, secrétaire adjoint au Trésor, sur CNN dimanche.

En France, Emmanuel Macron reçoit lundi plus de 200 grands patrons de multinationales étrangères au château de Versailles pour la sixième édition du sommet "Choose France".

Un total de 28 investissements directs étrangers d'un montant record de 13 milliards d'euros sera annoncé pour financer des projets dans les batteries, les panneaux photovoltaïques, les médicaments ou encore la finance.

Axa: l'assureur a réalisé un chiffre d'affaires de 31,8 milliards d'euros au premier trimestre 2023, soit une hausse de 2% sur un an, soutenue par l'assurance-dommages.

Casino: le directeur général de Teract (Gamm Vert, Jardiland, Boulangeries Louise) Moez-Alexandre Zouari, qui négocie depuis plusieurs mois pour reprendre l'activité française du distributeur en difficultés Casino, a appelé le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, auteur d'une offre distincte, à travailler de concert.

POUR SURVEILLER EN DIRECT SON ÉTAT DE SANTÉ

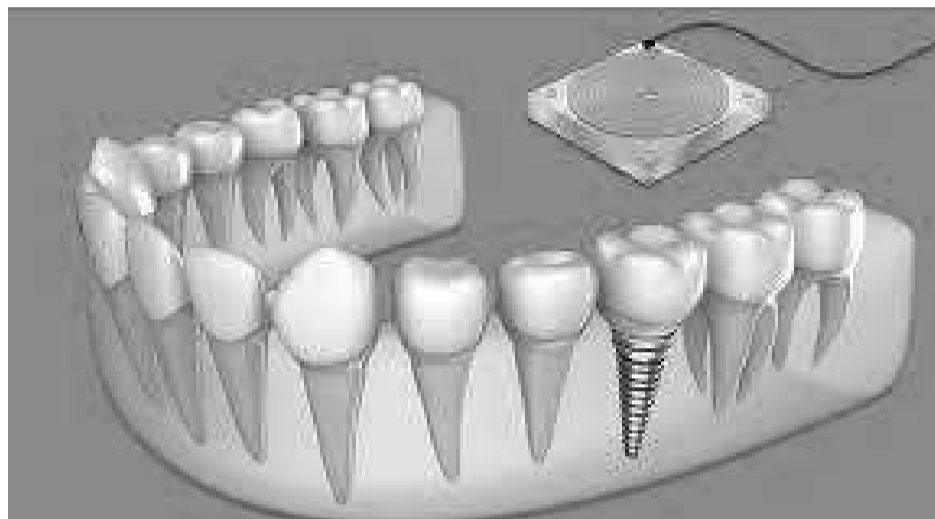
## Bientôt des capteurs implantés dans les dents

Une entreprise américaine spécialisée dans la fabrication de dispositifs médicaux a développé un capteur de « diagnostic salivaire ». Cette puce microscopique s'installe sur une molaire et permet de surveiller la salive des personnes qui la portent, en continu.

L'objectif est de pouvoir améliorer les diagnostics médicaux et contrôler de manière plus efficace la santé des utilisateurs, rapportent nos confrères de BFMTV.

« La salive est un liquide de diagnostic incroyable »

Si l'entreprise Lura Health a décidé de se focaliser sur la salive, c'est parce qu'il s'agit d'un excellent indicateur sur la santé bucco-dentaire des personnes mais aussi sur leur état de santé plus global. En effet, la salive peut permettre de détecter des cancers ou encore la maladie d'Alzheimer. « La salive est un liquide de diagnostic incroyable et est utilisée pour tester plus de 1.000 problèmes de santé. Les professionnels de la santé se réfèrent même à la salive comme le nouveau sang des diagnostics de santé », a précisé l'entreprise américaine sur son site.



**Du Bluetooth pour transmettre les données en temps réel**

Cette puce pourrait communiquer avec un appareil via le Bluetooth et ainsi offrir aux utilisateurs la possibilité de suivre leurs données en temps réel mais aussi envoyer des alertes en cas de signaux alarmants sur leur état de santé. De plus, ce dispositif serait

équipé d'une batterie permettant de tenir sur la durée.

La prochaine étape pour Lura Health sera d'obtenir le feu vert Food and Drug Administration (FDA), l'autorité américaine responsable des essais cliniques, en vue d'une éventuelle commercialisation de cette puce à un horizon de 12 à 18 mois.

VOTRE ÉCRAN VOUS DONNE LA NAUSÉE ?

Voici pourquoi !



Imaginez. Vous êtes assis dans votre canapé. Il est tard, vous avez réduit la lumière dans votre salon puisque vous allez bientôt vous coucher, mais vous cédez une dernière fois à l'appel du portable avant de vous mettre au lit. Vous ouvrez le réseau social de votre choix, mais à peine avez-vous eu le temps de passer quelques posts ou photos en revue que vos yeux vous brûlent, votre crane vous fait mal ou encore que votre estomac se soulève. Utilisateurs, utilisatrices, si vous avez déjà rencontré cette situation, laissez-moi vous rassurer : vous n'êtes pas seuls.

Car en effet, les cas de nausée, de migraine ou de fatigue oculaire devant les écrans n'ont fait que se multiplier au cours des dernières années. Que ce soit avec votre ordinateur, votre iPad, ou bien votre smartphone, il est probable que vous ayez déjà rencontré ce phénomène que l'on appelle « sensibilité à la modulation de largeur d'im-

pulsions ». Alors oui, là, comme ça, ça ne vous dit peut-être rien et ça sonne probablement un peu compliqué comme nom. Mais vous allez voir que ce qu'il désigne est relativement simple et intuitif, une fois que l'on sait à quoi on a affaire.

La modulation de largeur d'impulsions, aussi appelée MLI ou PWM en anglais, c'est le nom donné au processus qui vous permet d'adapter la luminosité de vos écrans ; en particulier, les écrans Oled, mais pas exclusivement. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, baisser la luminosité d'un écran ne signifie pas réduire l'intensité lumineuse de ses pixels. À l'inverse d'un composant analogue, généralement couteux et encombrant, un pixel ne s'embarrasse pas de nuance. Il n'a que deux états : allumé ou éteint. Pour donner l'illusion que votre écran est moins lumineux, il va donc falloir tricher un peu, et c'est là que la MLI s'avère très utile.

AGRICULTURE

## Jungle tente de trouver une place aux fermes verticales

Il y a des fermes dont les champs s'étendent jusqu'à l'horizon. Chez Jungle, il faut lever la tête pour se faire une idée de la taille de l'exploitation. Mais avant toute chose, vous devez enfiler une charlotte et une blouse blanche, puis entrer dans un hangar comme il en existe tant dans les zones industrielles.

Jungle a pris ses quartiers à Château-Thierry (Aisne), à une centaine de kilomètres au nord-est de Paris. Depuis 2019, la start up cofondée par Gilles Dreyfus et Nicolas Seguy y produit des herbes aromatiques (basilic, persil, coriandres...), des micropousses – ces plantes récoltées très jeunes dont raffolent les chefs cuisiniers (moutarde, wasabi...) - et des salades (laitue, roquette).

**Hydroponie, leds horticoles et capteurs**

Ces plantes poussent dans des bacs qui se superposent pour former des tours de 9 mètres de haut. Six fonctionnent à ce jour. Elles sont disposées par paires, entre lesquelles monte et descend un robot suivant les instructions qu'on lui donne. Ne cherchez pas de terre, « on est en hydroponie, explique Gilles Dreyfus. Eau, mélangée à des sels minéraux et nutriments, apporte aux racines ce qu'elles trouvent habituellement dans la terre. »

C'est le premier pilier sur lequel s'appuie Jungle. Les leds horticoles, qui baignaient les cultures dans une lumière violette le matin de notre visite, sont le deuxième. « On l'oublie, mais le soleil, ce sont sept couleurs qui donnent 21 pigments quand on les combine, reprend Gilles Dreyfus. Nous jouons sur cette palette pour apporter à la plante le spectre qui lui convient le mieux tout au long de sa croissance. » Enfin, il y a le climat. Une cinquantaine de capteurs contrôlent en permanence l'humidité, la concentration de CO2, le renouvellement de l'air et tout un tas d'autres facteurs.

**Productivité démultipliée**

L'optimisation de ces paramètres est mise au service du goût et de la qualité nutritionnelle, assure Gilles Dreyfus. Elle permet aussi d'accroître grandement la productivité, et donc de viser la rentabilité. « Pour le basilic, contre trois à quatre récoltes annuelles en pleine terre, nous en avons quatorze » illustre-t-il. Chaque tour produit 20 tonnes de végétaux chaque année, qui garnissent les rayons de Monoprix, Grand Frais, Carrefour ou Intermarché.

Cette agriculture verticale est encore très embryonnaire en France. À peine une dizaine d'entreprises la développe, dont l'Allemand Infarm, qui a franchi le Rhin en 2018 et installe ses potagers verticaux sur les sites de distributeurs partenaires.

Comme à Nanterre, avec Metro. « Mais d'autres projets ont périclité, comme Agricool, ou ont revu leur modèle », signale Christine Aubry. Cette chercheuse à l'Inrae, spécialiste de l'agriculture urbaine\*\*, est très réservée sur ces fermes verticales. « Surtout lorsque les start-up qui les portent promettent de révolutionner l'agriculture et de résoudre notre problème de souveraineté alimentaire ».

DIABÈTE

## L'Apple Watch pourrait un jour mesurer la glycémie sans piqûre

Les montres connectées sont capables de suivre votre activité physique quotidienne, vous renseigner sur votre pouls, votre taux d'oxygène dans le sang ou encore votre pression artérielle.

Elles pourraient bientôt afficher la glycémie. Selon un article de Bloomberg, Apple travaillerait sur ce sujet avec un procédé non invasif qui pourrait venir en aide aux personnes diabétiques. La solution imaginée, intégrée à l'Apple Watch, présente l'avantage de mesurer la quantité de glucose dans le corps d'une personne sans prendre aucune goutte de sang. Les personnes diabétiques n'auraient ainsi plus besoin de se piquer.

**Un système de laser**

Pour déterminer le taux de glucose dans le sang, Apple s'empare du procédé de spectroscopie d'absorption optique. Un système de laser permet ainsi d'estimer la concentration de glucose en atteignant une zone sous la peau. Un algorithme se charge ensuite de calculer la glycémie.

Apple devrait bientôt pouvoir commercialiser un moniteur de glycémie. Surtout, la firme américaine pourrait à terme intégrer le procédé aux futures Apple Watch. La montre connectée, qui réalise déjà de nombreuses mesures, pourrait ainsi anticiper l'apparition du diabète chez les utilisateurs, leur permettant d'enrayer ou de retarder la maladie.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1															
2															
3															
4															
5															
6															
7															
8															
9															
10															
11															
12															
13															
14															
15															

### Grille muette

#### Horizontalement

1 Leur gibier n'est ni le chamois ni le bouquetin.2 On y attend beaucoup de bruit...- Préposition.3 Entre deux retraits.- Unité de base pour une image.- Note.4 Tube de jaune.- Installées.- Il faut le retourner pour l'encaisser.5 Niagara et Banarama en sont deux exemples.- Différends.- Pincé.6 Abandonnée ?- Décharné.7 Domaine.- Format de carte mémoire.8 Signe de reconnaissance.- Sans doute mal retenue.9 Ce type-là à l'ancienne mode.- Le précédent pouvait en piquer.10 Film de Robert Lepage.- Ventilé.- Possessif.- Il dessine des manga pour son inverse.11 Chacun prend soin du sien.- Numéro de turfiste.- Etoffe croisée.- Club de gones.12 Serrurier.- Joyau de Milan.13 La quatrième suit son cours.- Elle s'est retournée pour un bronchage intégral.- Général perdant.- Un artiste qui avait de la gueule.14 Arbre d'Afrique.- Son temple dans la vallée du Nil est grandiose.- Préfixe largement diviseur.15 Jean, Jacques et Pierre en ont été les témoins privilégiés.

#### Verticalement

1 Sans tambour ni trompette.2 Ce n'est pas l'aiguille qu'elle tire.- Partager une organisation.3 Où manque la douceur.- Prendra.4 Dans la généalogie de l'ONU.- Partie de l'Aveyron.- Ancêtre de l'IUFM.5 La cité des Sagiens.- Qui a un rapport certain avec l'extrémité des doigts.6 Ecorché.- Fleuris après remise en ordre.7 Début d'union.- Quelqu'un, mais en plus péjoratif.- Demi indienne.8 Ne cèlez pas.- Parole d'agneau.- Initiales d'un célèbre coureur cycliste italien, souvent battu par Merckx.9 Bien pris.- Coeur de dieu.- Jules.10 Article.- Magies malfaisantes.- Voie prise à contre-sens.11 Périodes.- Le panda en est un.12 Clôture.- Etat du ver.- Terme d'orient.13 Numéro de Charles le Bel.- Préfixe d'égalité.- Fus téméraire.14 Qui a le trac.- Sa théorie ne s'applique que s'il n'est pas seul.15 Plantes des bois à petites fleurs blanchâtres, peut-être destinées à la Reine de Saba.

### Grille n° 2

#### Horizontalement

1 Arme blanche.- Sigle de l'autorité audiovisuelle.- Des coups non appréciés.2 Prononces fortement.- Lien de base.- Textuel.3 Dressera un ouvrage provisoire.- Arbre aux graines utilisées en médecine.- Interjection.4 Ensemble d'illustrations.- Excitera.5 Peuple de Chine.- Après Mac, écrivain français.- Article arabe.- Ne rendit pas polit.6 Lady disparue.- Clé ne pouvant ouvrir ainsi.- Revêtement.- Coiffure d'apparat mise à l'envers.7 Oeuf.- Refuse.- Un lien dénoué.8 Séduire habilement.- Milieu restreint.9 Sans tache à rebours.- Fromage.- Consonnes de dive.- Copulative.- Consonnes de quel.10 Mercenaire allemand.- Ville de la Ruhr.- Propos entre deux personnes.11 Rivière européenne.- Larve parasite des bovins.- D'Elée.12 Se moquera.- Ville au procès interrompu par Hitler.13 Remarquable.- Examine attentivement.14 Atome.- Région française.- Doublé sur la tête.- Prédiction par les dés des tibétains.15 Un son mal entendu.- Constitue un obstacle.- Près de Catherine de Médicis, médecin de roi.16 Possessif.- Disposition.- Remplacé par l'Otan.- Lettre grecque.17 Missionnaire, évangéliste.- Elévation vers une dignité suprême.- Pronom.18 Chef-lieu d'arrondissement.- A fait l'objet d'un enregistrement.- Tranche de vie.- A rebours : combustible solide.19 Fondateur de l'école de Sèvres.- Relève.- Moto pour compétition.20 Pour mise en culture d'une friche.- Arbuste à fleurs ornementales.

#### Verticalement

1 Celui de la nature est exaltant.- Largeur d'étoffe.- Encore naïf.- Résine malodorante.2 Qui a trait aux pays membres d'un pacte.- Vertueuses à souhait.3 Entendu parfois en montagne.- Résolutions délibérées.4 De faible intensité sonore.- Unités anglo-saxonne de masse.- Note.- Dément.5 Evertuer (s).- Etat d'Asie.- Prendre des risques.6 Au golf améliore le par.- Présentoir.- Platine.7 Relatif à un membre.- Sumom d'Eisenhower.- Langue de l'est de l'Arctique.- Chef-lieu, vins blancs.8 Chef-lieu d'arrondissement.- Province décalée en Autriche.- Exploitation industrielle des tabacs.- Démonstratif retourné.9 Détermina le poids par l'arrière.- Courriel.- Altération de boissons.- Le faire dans ses réserves parfois.10 Unité de fluidité.- Pronom.- Etoffe de laine.- Version originale.11 Assourdissant.- Dieu.- Ecrivain français.12 Coulée de lave.- Quatre romain.- Esche.- Contraire au bon sens.13 Scandium.- Quadrupède de ferme.- Baliverne.- Au centre du néon.14 Oiseau d'Amérique du Sud volant mal.- Récipients mal inscrits par l'arrière.- Partie de Suisse où l'on parle français.15 Lac de Russie.- Estonien.- Montagne grecque.- Jardin de charme déformé.16 Mollusque gastéropode.- Vaillant chasseur biblique.- Article.17 Réduira des fibres textiles durant la filature.- Après le temps normal.18 Carte.- Répartit.- Supplante.- Dieu guerrier au marteau comme emblème.19 Couturier français.- Injuste.- Tombe de la calcite.20 Détermine un panel.- De teinte rose-orangé.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
1																				
2																				
3																				
4																				
5																				
6																				
7																				
8																				
9																				
10																				
11																				
12																				
13																				
14																				
15																				
16																				
17																				
18																				
19																				
20																				

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
1																				
2																				
3																				
4																				
5																				
6																				
7																				
8																				
9																				
10																				
11																				
12																				
13																				
14																				
15																				
16																				
17																				
18																				
19																				
20																				

### Grille N° 3

#### Horizontalement

1 Utilisée pour la base d'une chaussée.- Appareils pour établir cartes ou plans.2 Petit fromage.- Réunions sportives.3 Champignon.- Ville du Rajasthan.- Société anonyme.4 De qualités médiocres.- Bagatelle.5 Conjonction.- Principe suprême dans la pensée chinoise.- Piquant dans les propos.- Baudet.- Robe d'animal.6 Matière évacuée du corps.- Epuise.- Élément.- Marché d'option d'achat ou vente d'actions.7 Astronome danois.- Armée féodale retournée.- Cuit.- Monnaie nordique.8 Diclina.- Instrument de chirurgie.9 Baie du Japon.- Vent du nord.- Rubidium.- Trompés.10 Façonnaient.- Rhodium.- Arbre des forêts.11 Fixa le cours d'une valeur par l'arrière.- Relative à un mathématicien.- Du verbe avoir.12 Du traité de Maastricht en désordre.- Cordes pour pendre.- Il s'ajoute.- Brome.13 On peut les prendre à son cou.- Article arabe.- Variation du niveau des océans.14 Premier président de la République allemande.- Produit pour éloigner les animaux indésirables.- Période du jurassique.15 Déplacement d'un animal par un agent externe.- Dialecte du romani.- Rendu moins épais.16 Phonét. : téter deux fois.- Nouveau venu.- Mammifère carnivore.- Courant.17 Tube souple pour liquides pathologiques.- Rivière.- Ecrivain suisse de langue française.18 Bande dessinée.- Dépend d'un seigneur.- Dans un avenir proche.- Légumineuse mélangée.19 Etat d'Asie.- Communauté paysanne russe.- Ville d'Iraq.- A succédé à la SDN.20 Conduite.- Adverbe.- Balles d'ancien jeu.- Le meilleur.

#### Verticalement

1 Arbre du groupe des agrumes.- Situation incertaine.2 Processions pour bénir les récoltes.- De cette sorte.- Châtiment.3 Inversé : d'oie il est jaune verdâtre.- Eparpillements.- Club de foot.4 Attaqués par des larves.- Lac.- En saillie pour renforcer la défense.5 Diffusa.- Balances.- Pronom.6 Blessant.- Au centre des luxures.- Unité monétaire romaine.- Démesuré.7 Note.- Peintre britannique.- Besoin à satisfaire.8 Peintre et lithographe français (2 mots).- Fin de verbe.9 Département.- Plantes, fournit une huile alimentaire.- Région méditerranéenne.10 Mauvais tour.- Ferrure.- Vestibule.- Grade de qualification.11 Club de golf.- Augmenter.12 Tomber sur un objet pointu (s).- Lettre grecque à rebours.- Pied grec ou latin.13 Entouré par l'albumen.- Élément.- Recouvrerait.14 Rapace.- Stupéfiant.- Magistrat.15 Aux bord du rot.- Article.- Métal inversé.- Ville de Serbie.16 Ville du Maghreb (2 mots).- Transforma.- Inversé : syndicat.17 Neptunium à rebours.- A parfums c'est un meuble de rangement.- Censés porter bonheur.18 Mercure.- Pratique la plongée sous-marine.- Ville de Corée.19 Eponge.- Famille de plantes herbacées ou arbustives.20 Surveillance.- Pour soutenir.

HONDA

## De retour en Europe ?

La marque japonaise a fait plusieurs annonces lors d'un événement presse européen dans lequel elle semble réengager une stratégie de conquête du vieux continent.

Cela passe par la présentation de trois modèles complétant ou renouvelant la gamme, ainsi que des services énergétiques aux consommateurs définis par le constructeur comme « innovants »... Vraiment ?

### Une gamme européenne enfin étoffée

Honda a donc choisi l'Allemagne et son centre Européen de recherche et développement à Offenbach pour présenter trois nouveaux véhicules de la gamme. Trois véhicules qui ne sont – à vrai dire – pas vraiment une surprise puisque sont déjà disponibles sur d'autres marchés avec des motorisations identiques ou purement thermique.

La première « nouveauté » européenne est la déclinaison toute électrique du récent HRV, qui porte le joli nom d'e:Ny1. On vous laisse libre de le prononcer comme vous

voulez.. Plus sérieusement, le châssis de type 3 en 1 intégrant le groupe motopropulseur, le moteur et la transmission est donnée pour une puissance de 150 kW (soit 204 chevaux) et un couple de 310 nm, et la batterie Lithium Ion d'une capacité de 68,8 kWh promet un assez moyen 412 km d'autonomie en WLTP, ainsi qu'une capacité de charge en courant continu tout aussi moyenne de 78 kW. Un Kia Niro EV comparable en gabarit et en performances fait mieux. Assez peu de changements à l'extérieur avec une calandre fermée laissant la prise de recharge à disposition, un logo Honda blanc sur l'avant et une typographie différente du nom du constructeur sur le hayon. La ligne reprise pour le reste intégralement au HRV reste séduisante et actuelle.

L'intérieur apporte des plus et des moins. On gagne d'abord un peu de volume de coffre par rapport au HRV (un vrai

point faible pour ce dernier) avec un cubage à 344 litres. L'installation de la batterie différente de celle du HRV hybride a permis cette augmentation au prix de l'option des Magic Seats, sacrifiée sur l'e:Ny1. En revanche le tableau de bord diffère très nettement de celui du HRV adoptant un écran de compteurs et surtout une grande dalle de 15,1 pouces sur la console centrale rappelant la Ford Mustang Mach-e, ou encore les derniers modèles BYD sans paraître aussi baroque.

Autre nouveauté de taille, le lancement européen du CRV de 6ème génération, déjà vendu sur le continent américain depuis l'an dernier. Le nouveau CRV revient donc avec ses arguments « refuges » de très bel espace à bord et de volume de coffre confortable pour une famille (de 579 à 689 litres selon la version), change de ligne pour un ensemble beaucoup plus américanisant, avec un capot

beaucoup plus long et une silhouette plus anguleuse et statuaire que les 3 précédentes générations laissant plus de place à fluidité et la légèreté. Le véhicule grandit de près de 10 cm par rapport à la génération actuelle et 4 cm d'empattement. La motorisation hybride est toujours de la partie avec le même groupe motopropulseur full Hybrid que la Civic. Polestar confirme le retard dû au logiciel de la nouvelle plate-forme VE Polestar a également confirmé le retard lié au logiciel de la nouvelle plate-forme tout électrique partagée par Volvo Cars pour la Polestar 3. La production de cette dernière ne démarrera pas avant le premier trimestre 2024, mais la production de la Polestar 4 démarrera comme prévu fin 2023.

### VOLVO EX90/POLESTAR 3 Retard de production

Les modèles électriques Volvo EX90 et Polestar 3 entreront en production plus tard que prévu. Des problèmes logiciels avec la plate-forme de véhicules électriques utilisée par les deux constructeurs engendrent en effet des retards. Pour rappel, Polestar est un constructeur automobile premium suédois du groupe Geely et la division performance de Volvo Cars Corporation, basée à Göteborg en Suède.

La production de l'EX90 ne démarrera qu'au premier semestre 2024. Selon Volvo Cars, la production de l'EX90 ne démarrera qu'au premier semestre 2024. Raison avancée par le constructeur : la nécessité d'avoir du "temps supplémentaire pour le développement et les tests logiciels". A noter que Volvo n'a fourni aucun détail supplémentaire dans son communiqué de presse pour le moins succinct. Pour rappel, la production du Volvo EX90 était prévue initialement en 2023.

### PUBLICITÉ

République Algérienne Démocratique Et Populaire

WILAYA DE AIN DEFLA  
DAIRA DE KHEMIS MILLIANA  
COMMUNE DE KHEMIS MILLIANA  
N.L.F. : 09844045115428

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES  
N° : 03 /2023

Le président de l'assemblée populaire communale de Khemis- Milliana lance un AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES Pour réalisation d'opération aifotir à:

Lot N°01 : Rénovation du réseau D'AEPA a Hay LAKADETT à Distance de 1880M/L Avec le Contrôle Technique (1<sup>ère</sup> tranche).

Lot N°02 : Réalisation des principales Collecteurs d'assainissement de la rue d'Emir ABDELKADER Et Si M HAMED BOUGARA A une distance de 300 M/L Et contrôle Technique (1<sup>ère</sup> tranche).

Les Entreprises publiques et privées Qualifiées en hydraulique principale Qualifications 4<sup>ème</sup> Catégorie et Plus, obtenu un chiffre d'affaire des dernière année 2019/2020/2021 égal ou supérieur de 20.000.000.00 DA Qui Avoir des attestations de bonne exécution égal 02 km des conduites d'assainissement signée par les gérants des projets publique accompagnés avec des PV De réception provisoire et final pendant les Cinq Dernière Années et intéressées par le présent Avis, sont invitées à se rapprocher du service des marchés de l'APC de Khemis-Milliana, pour retirer le cahier des charges (par l'entité lui-même ou son représentant légal) contre le paiement au trésorier communal d'un montant de cinq mille dinars (5.000 DA) représentant les frais de tirage et d'impression.

Les soumissions devront être accompagnées des pièces suivantes :

#### A - Dossier de candidature

01-Déclaration de candidature dûment remplie, signée datée et cachetée.

02-Déclaration de probité dûment remplie, signée datée et cachetée

Le reste des documents et pièces (les pièces constituant le dossier d'appel d'offre ouvert) vous devez vous référer aux instructions adressées au soumissionnaire cité dans le cahier des charges.

#### B - Offre Technique

01-Déclaration à souscrire dûment remplie, signée datée et cachetée.

02- Cahier des charges dûment rempli, signée datée et cachetée.

Le reste des documents et pièces (les pièces constituant le dossier d'appel d'offre ouvert) vous devez vous référer aux instructions adressées au soumissionnaire cité dans le cahier des charges.

#### C - Offre financière

01-La lettre de soumission dûment remplie signée datée et cachetée.

02-Le bordereau des prix unitaire rempli en chiffre et en lettre dûment, signé daté et cachetée.

03-Devis quantitatif et estimatif dûment rempli, signé et daté. Cachetée

Les Dossier de candidature et techniques et financières doivent être remis dans des enveloppes séparées et cachetées et portant pour la première la mention « Dossier de candidature » et « Offre Technique » et « Offre financière » introduites dans une enveloppe extérieure fermée et strictement anonyme et ne doit porter que la mention, A ne pas ouvrir « Avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimale avec l'intitulé du projet et adressée à Mr Le président de l'APC DE KHEMIS-MILLIANA.

Un délai de quinze (15) jours est notifié à partir de la parution du présent avis sur la presse nationale et le BOMOP La réception des offres est fixée le dernier jour du délai de préparation des offres avant quatorze (14) heures.

L'ouverture des plis Dossier de candidature techniques et financières se fera en séance publique le même jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à quatorze (14) heures au siège de la commune si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolonger jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre vingt dix (90) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

Les soumissionnaires sont invités d'assister à la séance d'ouverture des plis. 03 MAI 2023

Fait à Khemis Milliana le.....  
Le Président De L' APC

### PRODUCTION DE BATTERIES

## Le taiwanais ProLogium investit 5,2 milliards d'euros

Le taiwanais ProLogium, une entreprise spécialisée dans la R&D et la fabrication de solutions de batteries à l'état solide de nouvelle génération pour véhicules électriques, a choisi la France pour implanter sa première usine de fabrication de batteries à semiconducteurs à grande échelle en dehors de Taïwan. Un investissement de 5,2 milliards d'euros sera confirmé lors du sommet Choose France qui se tient aujourd'hui 15 mai à Versailles. L'objectif de ProLogium est triple : s'implanter en Europe, produire en masse des batteries de nouvelle génération pour les véhicules électriques (VE) et soutenir la transition énergétique de l'industrie automobile européenne, car la vente de voitures thermiques sera interdite d'ici 2035. ProLogium investira un total de 5,2 milliards d'euros pour mettre en place une giga-usine de 48 GWh et un centre de R&D, stratégiquement situés en Europe. La localisation de la fabrication de batteries avancées constitue également une étape importante dans la stratégie de réindustrialisation verte du gouvernement français. Fondée en 2006, ProLogium a démontré sa capacité à produire des batteries à semiconducteurs (Solid-State Battery) à grande échelle. Sa ligne de production pilote automatisée a été activée en 2017, et depuis lors, ProLogium a maîtrisé la clé de la commercialisation des batteries à l'état solide, avec des années d'expérience dans diverses applications électroniques

grand public et industrielles. Ses technologies exclusives sont protégées par plus de 600 brevets dans le monde. Avec la gigafactory de Dunkerque, ProLogium fournira à l'industrie automobile européenne des batteries produites avec de l'énergie décarbonée. La technologie développée par ProLogium vise à répondre aux limitations auxquelles sont confrontés les véhicules électriques actuels, car elle promet une meilleure sécurité, une durabilité et une capacité de charge plus rapide, qui contribuent toutes à une expérience utilisateur améliorée pour les conducteurs de véhicules électriques.

ProLogium remplace le séparateur fragile et inflammable et l'électrolyte liquide des batteries lithium-ion actuels par un séparateur céramique robuste et un électrolyte solide ininflammable. Avec une sécurité améliorée, la batterie à semiconducteurs de ProLogium permet l'utilisation de matériaux de cathode et d'anode hautement actifs, permettant ainsi une densité d'énergie plus élevée. La batterie à semiconducteurs permettrait également réduire le temps de recharge du VE à un niveau similaire au temps nécessaire pour faire le plein d'une voiture thermique, avance la société taiwanaise. ProLogium se consacre également à la fabrication de batteries pour un avenir plus vert.

## Les prix Earthshot 2023 du prince William seront décernés à Singapour

La troisième édition des prix Earthshot, créés par le prince William pour récompenser des innovations en faveur de l'environnement, se déroulera cette année à Singapour, a annoncé lundi l'organisateur de l'événement. La cérémonie, qui aura lieu le 7 novembre prochain, récompensera des initiatives dans cinq catégories, dont la protection des océans et la dépollution de l'air. Les vainqueurs repartiront avec un million de livres sterling chacun, pour développer leurs solutions. «Le prix Earthshot vise à montrer au monde que des solutions à certains des défis environnementaux les plus importants que nous affrontons existent déjà», a expliqué le prince William, l'héritier du trône britannique, cité dans un communiqué. Les noms des finalistes seront dévoilés au cours de l'année de l'année.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Mardi 16 Mai 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

## GRANDE DISTRIBUTION Le français Auchan s'implante en Algérie

Auchan Retail, spécialisé dans la grande distribution, a annoncé ce lundi 15 mai son implantation prochaine en Algérie, selon un communiqué du groupe, rapporté par la presse française.

D'après la même source, un premier hyper Auchan de 5000 m<sup>2</sup> ouvrira à Alger au quatrième trimestre 2023 avec un développement ultérieur à travers le pays, selon Linéaires, un média français traitant du secteur de la grande distribution alimentaire. Pour ce faire, le distributeur français a signé un accord avec un partenaire algérien, Groupe Great Way, un groupe de distribution, actif dans le secteur du textile et du sport, et compte 80 magasins implantés dans les principales villes du pays et emploie 1.400 salariés, selon la même source.

« Pour poursuivre et accélérer notre développement sur le continent africain, nous engageons un partenariat global avec l'un des acteurs majeurs de la distribution en Algérie », a déclaré Yves Claude, PDG d'Auchan Retail, cité par le même média. « Notre ambition commune est triple : proposer aux habitants une expérience de courses différente, leur offrir des produits bons pour la santé comme pour la planète et contribuer, à notre mesure, au développement de l'Algérie en encourageant la création de filières agricoles et la production agroalimentaire locales », a-t-il ajouté. Ainsi, l'Algérie devient le quatorzième pays d'implantation d'Auchan dans le monde et le troisième en Afrique, après le Sénégal (37 magasins) et la Côte d'Ivoire (13 points de vente).

## AÉROPORTS D'ALGER ET D'ORAN

### Plus de 1.2 million d'euros saisis en trois jours

La Police aux frontières (PAF) a déjoué, en l'espace de trois jours, une tentative de transfert illicite de plus de 1.2 million d'euros au niveau de l'aéroport « Ahmed Ben Bella » d'Oran et de l'aéroport international « Houari Boumediene » (Alger), avec l'arrestation de trois individus, a indiqué dimanche un communiqué des services de la Sûreté nationale, rapporte le site de la radio algérienne.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité transfrontalière, notamment celle liée aux infractions des règlements en vigueur relatifs au change et au mouvement des capitaux de et

vers l'étranger, les services de la PAF ont pu, en l'espace de trois jours, déjouer un plan de transfert illicite de plus de 1.200.000 euros au niveau de l'aéroport Ahmed Ben Bella d'Oran et de l'aéroport international Houari Boumediene (Alger), outre l'arrestation de trois (3) individus », a précisé la même source, affirmant que les investigations étaient en cours pour identifier et arrêter les autres complices.

A l'Aéroport Ahmed Ben Bella d'Oran, les services de la PAF ont procédé à l'arrestation de deux (2) individus âgés entre 25 et 30 ans qui tentaient de transférer illicitement un

montant de 1.037.915 euros soigneusement dissimulé dans des valises, à bord d'un vol vers Istanbul (Turquie) programmé vendredi 12 mai à 15H00, a ajouté le communiqué.

Pour leur part, les services de la PAF de l'aéroport international Houari Boumediene (Alger) ont procédé, dimanche matin, à l'arrestation d'une femme de 39 ans qui dissimulait un montant de 211.330 euros dans ses bagages. La mise en cause tentait de transférer illicitement ce montant à bord du vol programmé vers Istanbul à 10H00, lit-on dans le communiqué.

## POUR ÉTENDRE SES OPÉRATIONS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

### La plateforme de financement M-Kopa lève 255 millions \$

La start-up, qui revendique l'octroi d'un milliard de dollars de crédits à environ 3 millions de clients non bancarisés, s'apprête à s'implanter en Afrique du Sud et à étendre ses activités au financement de l'acquisition des motos électriques.

La plateforme kényane de financement M-Kopa a bouclé une levée de fonds de 255 millions de dollars sous forme de capitaux propres et de prêts pour financer l'expansion de ses opérations en Afrique subsaharienne, a rapporté Reuters ce lundi 15 mai. La banque sud-africaine Standard Bank a arrangé et participé à la levée de 200 millions de dollars sous forme d'instruments de dette alors que la multinationale japonaise Sumitomo Corporation, qui avait déjà qui a pris une participation de 5 millions de dollars dans M-Kopa en 2018, a injecté 36,5 millions de dollars supplémentaires dans la start-up sous forme de capitaux propres.

La société d'investissement britannique Lightrock, la Société financière internationale (SFI),

la banque d'investissement spécialisée dans les marchés frontières Lion Head's Group et l'institution britannique de financement du développement British International Investment ont également participé à cette levée de fonds, selon The Financial Times.

Fondée en 2011, M-Kopa a entamé ses opérations au Kenya avant d'étendre ses activités à l'Ouganda, à la Tanzanie, au Nigeria et au Ghana. A ce jour, la start-up revendique l'octroi de près d'un milliard de dollars de crédits à environ 3 millions de clients non bancarisés pour financer l'achat de produits tels que les smartphones, les systèmes d'énergie solaire hors réseaux et les contrats d'assurance santé.

M-Kopa, qui s'apprête également à s'implanter en Afrique du Sud, a d'ailleurs part commencé à conduire des projets pilotes pour financer l'acquisition des motos électriques, dans le cadre d'une stratégie d'élargissement de ses activités au segment de la mobilité électrique.

RI

## POUR COMBATTRE «VOLATILITÉ FINANCIÈRE» ET INFLATION

### la banque centrale argentine augmente fortement son taux, à 97%

La banque centrale argentine a annoncé lundi une forte hausse de son taux d'intérêt, à 97%, pour les dépôts à terme, dans le cadre d'une série de mesures prévues du gouvernement pour contrecarrer l'inflation galopante, qui a dépassé 108% sur un an. La banque centrale a fait grimper le taux d'intérêt des dépôts à terme de 91 à 97%, soit sa deuxième forte hausse en un mois, dans le but «d'éviter que la volatilité financière n'agisse comme un moteur des anticipations d'inflation», a-t-elle expliqué dans un communiqué. Plusieurs autres mesures, notamment à destination des petites et moyennes entreprises, d'intervention sur le marché des changes, et de facilitation de certaines importations pour en réduire le prix, devraient être annon-

cées dans la semaine, selon des médias locaux. Le ministère de l'Économie n'en avait lundi à la mi-journée pas encore officialisé d'autres. Cette série de mesures a été préparée lors d'une réunion ce week-end autour du ministre de l'Économie Sergio Massa, comme contre-attaque après plusieurs semaines particulièrement fébriles pour la troisième économie d'Amérique latine, sur fond d'incertitude liée, aussi, à la tenue d'élections générales en octobre.

Mi-avril, la devise argentine, le peso, avait connu un effritement spectaculaire, perdant en une semaine 20% de sa valeur, tombant autour de 500 pesos pour un dollar au cours informel. (près du double du taux officiel) avant de se rétablir à autour de 470 pesos. Le taux d'in-

térêt avait dans la foulée été augmenté de 10 points, à 91%, en faisant l'un des plus élevés au monde.

Et la semaine dernière, l'inflation, qui avait battu en 2022 un record sur trois décennies (à 94,8%), a poursuivi sa spirale avec la publication de l'indice d'avril, +8,4% sur un mois, portant l'inflation à 108,8% sur un an. L'augmentation du coût de la vie cumulée depuis le 1er janvier atteint 32%.

La banque centrale indique lundi dans son communiqué qu'elle va «continuer de surveiller l'évolution du niveau général des prix, la dynamique du marché financier et des changes, et des indicateurs monétaires, afin de calibrer sa politique de taux d'intérêt».